



PLATEFORME
D'OBSERVATION
DES PROJETS
ET STRATÉGIES URBAINES

REVUE DE PRESSE DES PROGRAMMES DE LA PLATEFORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATÉGIES URBAINES

AVRIL/DECEMBRE 2019



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

MINISTÈRE
DE LA CULTURE

PUCA

plan
urbanisme
construction
architecture

SOMMAIRE

- P.3 *Métropoles en transition : 2 rencontres du programme POPSU à Strasbourg et Montpellier en mai 2019*, News Tank Cities, avril 2019
- P.7 *Le Puca lance une nouvelle consultation sur les dynamiques des petites villes*, Agence Éducation et Formation (AEF infos), avril 2019
- P.8 *POPSU Territoires : une nouvelle consultation et dix villes de plus*, Innovapresse, avril 2019
- P.9 *Quand les villes moyennes redressent la tête*, La Croix, avril 2019
- P.12 *L'agenda des réunions locales thématiques POPSU Métropoles*, France Urbaine Magazine, avril 2019
- P.14 *Nous voulons rapprocher les mondes de la recherche et de l'action*, Le Moniteur, avril 2014
- P.17 *Issoire, une « ville moyenne » qui s'est affranchie du « récit métropolitain »*, RCF Radio, avril 2019
- P.19 *Atelier 4 : #JNFUTOULOUSE2019 – Retour sur l'atelier « Résilience et alliance des territoires »*, France Urbaine Magazine, avril 2019,
- P.22 *Magali Talandier : « La résilience : changer de modèle, relocaliser, prendre soin et accueillir »*, Horizons publics, mai-juin 2019, n°9
- P.28 *POPSU : Les métropoles à l'âge du « share », vers un récit commun ?*, Innovapresse, juin 2019
- P.29 *Un plan de mobilité durable*, La Dépêche.fr, juin 2019
- P30. *Dijon : un capteur de qualité de l'air installé au bord du canal*, Bien Public, édition de Dijon, juillet 2019
- P31. *RECHERCHE/ Popsu Métropoles, séminaires en série*, Urbanisme n°413, été 2019
- P.32 *DIJON METROPOLE : Le numérique au service de la transition écologique*, Info-dijon.com, juillet 2019
- P.35 *La plateforme POPSU rassemble chercheurs et professionnels du territoire afin de réfléchir aux enjeux de demain*, Territoires Audacieux, septembre 2019
- P.36 *POPSU arrive à Château-Thierry afin d'orienter au mieux les stratégies urbaines à long terme*, Vu du Château.com, septembre 2019
- P.38 *A Rouen, la mise en pièce d'une identité vert*, Libération, octobre 2019
- P.42 *Marseillan : réunion publique POPSU le lundi 7 octobre 2019*, Hérault Tribune, octobre 2019
- P.43 *Forum sur les perspectives d'évolutions du littoral*, midilibre.fr, octobre 2019
- P.44 *Forum POPSU*, THAU INFO, octobre 2019
- P.47 *Aménagement : une deuxième saison d'enquête sur les villes moyennes*, Le Moniteur, octobre 2019
- P.49 *La résilience porteuse de promesses, de visions partagées et de coopérations ?*, Traits d'agence, octobre 2019
- P.50 *La ville de demain au cœur d'un forum*, Sud Ouest, novembre 2019
- P.51 *40^e Rencontre des agence d'urbanismes, comment panser les plaies de l'ultra-modernisation ?*, Banque des Territoires, novembre 2019
- P.53 *Apprendre des petites villes, la recherche au risque de l'action*, Diagoflash, novembre 2019
- P.54 *Des chercheurs au chevet des communes en difficulté*, Le Moniteur, novembre 2019
- P.55 *Des chercheurs se penchent sur le cas roscovite*, Le Télégramme, novembre 2019
- P.56 *Rencontre «santé et territoires» le 20 décembre*, Magcentre.fr, décembre 2019

L'équipe

Nos valeurs

Aperçu

Abonnements

Contact

Mentions légales

CGA

> **Article en accès libre** > n° 144996

précédent • suivant

Accédez à tous nos contenus

Email

Recevoir

« Métropoles en transition » : 2 rencontres du programme Popsu, à Strasbourg et Montpellier en mai 2019

Paris - Publié le lundi 15 avril 2019 à 12 h 57 - n° 144996

Le 2 prochaines conférences de « Métropoles en transition » auront aura lieu à Strasbourg, le 15/05/2019, et à Montpellier, le 17/05/2019. Comment se construisent les projets métropolitains et comment se fondent les liens entre les petites et moyennes villes et la métropole ? Qu'en retirent les territoires aux franges des métropoles ? Ce sont les questions qu'explore Popsu Métropoles, programme de recherche en urbanisme entre l'État, représenté par le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA).

Il rassemble près de 240 chercheurs au sein de 15 métropoles (Aix-Marseille Provence, Bordeaux, Brest, Clermont-Auvergne, Dijon, Grand Lyon, Grenoble Alpes, Lille, Montpellier Méditerranée, Nantes, Nice Côte d'Azur, Orléans, Rouen Normandie, Strasbourg et Toulouse), sur les dynamiques de métropolisation et mutations des territoires.

« Le programme est conçu pour interroger les relations entre les métropoles et les territoires », indique Hélène Peskine, secrétaire permanente du PUCA. Objectifs : nourrir les stratégies d'adaptation des territoires dans le contexte des transitions écologique, numérique, démographique... et porter une contribution aux débats sur les solidarités et interdépendances entre territoires.

Programme Popsu : relations entre les métropoles et les territoires



L'équipe	Nos valeurs	<u>Aperçu</u>	Abonnements	Contact	Mentions légales	CGA	
----------	-------------	---------------	-------------	---------	------------------	-----	--

> Article en accès libre > n° 144996

précédent • suivant

Les 15 métropoles visitées entre mars et novembre 2019



L'équipe

Nos valeurs

Aperçu

Abonnements

Contact

Mentions légales

CGA

> **Article en accès libre** > n° 144996**précédent** • **suivant**construction
architecture

- Création : 23/04/1998 (par arrêté ministériel)
- Organisation :

- 1 Comité des parties prenantes : présidé par Robert Herrmann, président de Strasbourg Eurométropole il définit les priorités de recherche. Il réunit des représentants des instances administratives, des milieux scientifiques, des milieux professionnels et des décideurs urbains - collectivités locales et aménageurs publics

- 1 Conseil scientifique (10 membres)

- 1 Secrétariat Permanent chargé de piloter l'exécution des programmes et d'en valoriser les résultats

- Secrétaire permanente : Hélène Peskine
- **Contact** : Hélène Peskine, Secrétaire permanente
- Tél. : 01 40 81 24 37

Plan urbanisme construction architecture
PUCA Grande Arche de la Défense - Arche Sud
92055 Paris la defense Cedex - FRANCE
Téléphone : 01 40 81 24 37

vCard | meCard | .vcf
VCARD



Fiche n° 6534, créée le 09/02/18 à 11:35 - MàJ le 09/07/18 à 12:46

Hélène Peskine



© News Tank 2019

News Tank Network | Confidentialité | Cookies | Suivez-nous sur



L'équipe	Nos valeurs	<u>Aperçu</u>	Abonnements	Contact	Mentions légales	CGA	
----------	-------------	---------------	-------------	---------	------------------	-----	--

> **Article en accès libre** > n° 144996

précédent • **suivant**

Directrice adjointe de cabinet	2010	2017
Ministère de l'Écologie, du développement durable et de la mer Conseillère de la ministre	2014	2016
Assemblée nationale Conseillère du président (transport, développement durable, logement)	2012	2014
École de Chaillot Architecte d'État	2004	2005
Établissement & diplôme	Année(s)	
École des Ponts ParisTech Ingénieur	2003	2004
Insa Strasbourg Architecte	1994	1998

-
-
-
-
-
-
-



A usage unique de : **Jean-Baptiste MARIE**

Le Puca lance une nouvelle consultation sur les dynamiques des petites villes

Baptisée Popsu territoires, la nouvelle consultation lancée vendredi 19 avril 2019 par le Puca vise à associer équipes de recherche et collectivités territoriales afin de questionner les dynamiques de développement et de transformation des petites villes françaises. Une démarche qui s'inscrit dans la politique gouvernementale de revitalisation des centres-villes et centres bourgs.

Croiser les savoirs scientifiques et opérationnels sur les dynamiques des petites villes françaises et nourrir les réflexions stratégiques des décideurs sur l'avenir de leurs territoires, tel est l'objectif de la consultation baptisée Popsu territoires et lancée vendredi 19 avril 2019 par le Puca. Dans ce cadre, des équipes de recherche sont invitées à s'associer à une collectivité territoriale de moins de 20 000 habitants, pour y mener une étude questionnant son modèle de développement, évaluant les transformations sociales, économiques, urbaines et architecturales qui sont à l'œuvre et identifiant ses potentialités pour l'avenir, détaille le Puca sur le [site](#) spécifique dédié à cet événement.

une démarche inscrite dans le cadre d'Action Cœur de ville

Cette démarche "s'inscrit dans le cadre de l'action gouvernementale pour la redynamisation des centralités des villes petites et moyennes" (1), précise le service interministériel, qui entend également associer l'ensemble des acteurs concernés à cette réflexion : élus locaux, services de la collectivité, professionnels et associations. Les projets de recherche des universitaires "s'articuleront aux démarches prospectives et aux actions opérationnelles" des élus "pour analyser et éclairer les défis particuliers auxquels sont confrontées les petites villes dans la mise en œuvre des transitions écologiques, économiques et sociales", selon le principe de la recherche-action.

Dix projets seront sélectionnés pour cette consultation (2) qui fait suite à une première session exploratoire menée en 2018 dans six communes (Marseillan, Briançon, L'Isle-sur-la-Sorgue, Rive-de-Gier, Vitré et Château-Thierry). Les équipes retenues en 2019 recevront chacune une subvention de 30 000 euros. Après leur sélection, celles-ci seront réunies en octobre pour un séminaire de lancement du programme. Le travail de recherche est prévu pour durer un an et "sera construit de façon à prendre en compte l'échéance électorale du printemps 2020, qui pourra donner lieu à l'organisation d'une réunion d'échange autour du projet de recherche avec les nouveaux élus", prévoit le Puca.

Popsu Territoires : une nouvelle consultation et dix villes de plus

| 24 AVRIL 2019

[STRATÉGIES URBAINES \(/URBAIN/STRATEGIES-URBAINES.HTML\)](/URBAIN/STRATEGIES-URBAINES.HTML)

Popsu Territoires : c'est le nom du programme de recherche lancé par le Plan urbanisme construction architecture (Puca) dans l'objectif d'approfondir la connaissance des petites villes. Celui-ci s'inscrit dans le cadre des travaux de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu).

Concrètement, il s'agit de faire de villes de moins de 20 000 habitants des cas d'étude permettant d'éclairer les défis particuliers auxquels sont confrontées ces collectivités dans la mise en œuvre des transitions écologique, économique et sociale. Une première session, lancée en 2018 et dont les travaux sont en cours, avait permis d'engager six projets : à Marseillan (Hérault), Briançon (Hautes-Alpes), L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), Rive-de-Gier (Loire), Vitré (Ile-et-Vilaine) et Château-Thierry (Aisne).

Une nouvelle consultation a été lancée le 15 avril afin de compléter la recherche-action et d'élargir ainsi le répertoire visant à la représentativité. Le financement pour dix projets supplémentaires est annoncé. La date limite de dépôt de candidatures a été fixée au 5 septembre.

Ce programme est mené en partenariat avec le ministère de la Transition écologique et solidaire, le ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, le ministère de la Culture, le CGET, l'Ademe, notamment.

Nicolas Guillon
Suivre @Innovapresse

Quand les « villes moyennes » redressent la tête

Par [Bernard Gorce](#), le 24/4/2019 à 07h01

La politique du tout métropole a provoqué des fractures territoriales comme l'a montré le mouvement des « gilets jaunes ».

Vitré, Issoire ou Figeac sont pourtant des exemples de ces villes moyennes qui ne connaissent pas la crise.



Vitré en Ille-et-Vilaine, Issoire dans le Puy-de-Dôme ou Figeac dans le Lot, sont des championnes de la catégorie des poids légers. Ces villes-là ne comptent que dix à vingt mille habitants et, pourtant, elles se sont affirmées localement comme des créateurs de

croissance, affichant des résultats à rendre jalouses bien des grandes agglomérations.

Avec un taux de création d'emplois de 11 % entre 2008 et 2016, Vitré la Bretonne détient même un record de France. Et qu'on ne lui dise pas qu'elle doit cette prospérité à la proximité de Rennes, comme Figeac à celle de Toulouse ou Issoire de Clermont-Ferrand. « *À chaque fois il y a une vraie histoire, un savoir-faire qui ont permis à un tissu d'entreprises de rester innovantes et d'exister sur des marchés internationaux* », analyse l'économiste Olivier Bouba-Olga.

Les excès du « récit métropolitain »

L'universitaire à Poitiers vient de publier une note (1) qui résume ses recherches menées ces dernières années sur le terrain. Sa thèse : depuis plusieurs décennies, les politiques publiques ont privilégié les grandes métropoles régionales comme créatrices de richesse, à charge pour l'État de dédommager les perdants. Nantes, Toulouse, Bordeaux devenaient de vraies locomotives, des capitales de dimension internationales. À ce « *récit métropolitain* » s'est associée l'idée selon laquelle les territoires sont en concurrence les uns avec les autres et qu'il s'agit d'abord pour les pouvoirs publics de soutenir l'excellence. Cette approche, tendant à remettre l'avenir économique du pays entre les mains d'une élite métropolitaine, a contribué à creuser une fracture entre les territoires. Et à nourrir la colère des gilets jaunes.

Avec les maires, le président veut restaurer une République de proximité

Olivier Bouba-Olga n'est toutefois pas un avocat du localisme et le nouveau récit qu'il propose ne consiste pas à substituer un modèle à un autre. Les villes moyennes données en exemple ne sont d'ailleurs pas représentatives de leur catégorie. Leur succès tient à un contexte, parfois à un homme. « *À Vitré, Pierre Méhaignerie, élu en 1977, a su faire preuve de pragmatisme. Il est parti de la demande des entrepreneurs pour mettre en place un dispositif fiscal, créer un centre de formation... La bonne réponse consiste à se mettre à l'écoute de ce que vivent les gens, de leurs attentes* », plaide l'universitaire qui propose deux principes : partir du contexte local et miser sur la complémentarité des territoires.

Sentiment de déclassement

Durant les deux mois de grand débat national, les représentants des collectivités locales ont exprimé une forte demande d'autonomie qui pourrait se traduire par la reconnaissance d'un droit à la différenciation dans la Constitution ou l'élargissement du recours à l'expérimentation. De leur côté, les maires des petites communes ont relayé un sentiment de déclassement, exprimé par leurs administrés. Lors de son discours de restitution du grand débat, le 8 avril, le premier ministre Edouard Philippe a montré qu'il avait entendu cet appel. « *Il y a 20 ans, 30 ans, l'enjeu c'était de rééquilibrer les activités et le dynamisme entre Paris et ce qu'on appelait la province (...)* On doit faire le même travail de rééquilibrage entre ses métropoles et les communes petites ou moyennes qui ont encaissé le choc », a promis le chef du gouvernement.

Plus aucune fermeture d'école ou d'hôpital

Jeudi 25 avril, Emmanuel Macron livrera ses arbitrages lors d'une conférence de presse

à l'Élysée. Selon le projet d'allocution reportée en raison de l'incendie de Notre-Dame, mais qui a depuis fuité dans la presse, le président devrait donner des gages sur le maintien des services publics. D'ici à la fin du quinquennat, il ne serait procédé à aucune nouvelle fermeture d'école ou d'hôpital, sauf demande en ce sens d'une municipalité. Olivier Bouba-Olga y voit le signe d'un retour à un aménagement plus juste du territoire. « *Durant les Trente Glorieuses, on a équipé tout le territoire. Puis, au non de la performance, l'État s'est recentré sur les grandes villes. Le mouvement des gilets jaunes montre qu'il y a un équilibre à retrouver entre la performance et l'équité.* »

Le manifeste européen de Villes de France

L'association Villes de France fédère les villes moyennes et leurs agglomérations, soit environ 600 villes de 15 000 à 100 000 habitants (32 millions d'habitants). Elle publie le 24 avril un manifeste proeuropéen, rappelant son rôle dans la cohésion et le développement des territoires.

Sept propositions en émanent, pour une politique européenne moins technocratique et plus proche des citoyens. Parmi celles-ci : Un programme européen consacré aux villes moyennes et au lien urbain-rural ; le renforcement du « comité des régions » en lui donnant un pouvoir de blocage sur les mesures affectant les collectivités ; une rencontre annuelle entre élus locaux et parlementaires européens.

Bernard Gorce

(1) Pour un nouveau récit territorial, sur le site www.urbanisme-puca.gouv.fr

Cohésion sociale et politique de la ville

Retrouvez l'agenda des réunions locales thématiques POPSU Métropoles

25/04/2019



PLATE-FORME
D'OBSERVATION
DES PROJETS
ET STRATÉGIES URBAINES

Dans les semaines et mois à venir, des rencontres seront organisées dans chacune des quinze métropoles partenaires du programme POPSU Métropoles.

Elles permettront de confronter les regards et les expériences des élus, des chercheurs et des acteurs en responsabilité sur les thèmes de la recherche. Ces réunions locales sont thématiques selon les sujets de recherche-action privilégiés par chacune des métropoles.

Pour mémoire, POPSU (plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines) qui rassemble 240 chercheurs au sein de 15 métropoles françaises. Il repose sur la définition collaborative des thématiques explorées au sein de chaque métropole et sur la coproduction de savoirs, à travers la mise en lien, pendant trois ans, d'élus, de services techniques et de chercheurs. Le fil rouge commun à l'ensemble du programme « la métropole et les "autres" » vise à examiner l'inscription territoriale des métropoles et les liens qu'elles tissent à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières. En cela ce programme fait directement écho aux pratiques « d'Alliances des territoires » que promeut France urbaine.

Le programme de ce cycle de rencontres a d'ores et déjà initié avec les rencontres :

- **du 20 mars 2019** * à la Métropole Européenne de Lille : « Ressources, échanges, gouvernances et interdépendances territoriales » ;
- **et du 6 avril** * à Clermont Auvergne Métropole : « Documenter pour faire métropole. Description, narration, prospection : quels outils ? ».

L'agenda des rencontres à venir est le suivant :

- **30 avril**, Bordeaux Métropole : « L'urbanisme 1.0 » ;
- **15 mai**, Eurométropole de Strasbourg : « Du port au système métropolitain portuaire ? » ;

- **17 mai ***, Montpellier Méditerranée Métropole : « Métropole, métropolisation et territoires » ;
- **6 et 7 juin**, Toulouse Métropole : « Les chemins de la métropole étalée » ;
- **12 juin ***, Rouen Métropole Normandie : « La Seine à Rouen, une nouvelle centralité métropolitaine » ;
- **18 juin ***, Grenoble Alpes Métropole : « La métropole à l'âge du share. Numérique, écologie et hospitalité : les biens communs du XXIe siècle » ;
- **19 juin**, Métropole Aix-Marseille Provence ;
- **28 juin**, Brest Métropole : « Les territoires sans l'État. Gouvernance multi-niveaux » ;
- **1er juillet**, Orléans Métropole ;
- **4 juillet**, Métropole du Grand Lyon ;
- **5 juillet**, Dijon Métropole ;
- **12 septembre**, Métropole du Grand Lyon : « Les parcours résidentiels des accédants modestes à la propriété au sein de l'aire métropolitaine. » ;
- **28 septembre**, Nantes Métropole.

Les programmes des dates où figure un astérisque (*) sont plus précisément détaillées dans la plaquette « Métropoles en transitions, 15 rencontres chercheurs, praticiens, élus, disponible ci-dessous.

Franck Claeys

f.claeys@franceurbaine.org
[01 44 39 34 63](tel:+330144393463)

22, rue Joubert - 75009 Paris
[+33 \(0\)1 44 39 34 56](tel:+330144393456)

S'abonner à
France urbaine HEBDO
Courriel *
S'abonner Se désabonner

- [Accessibilité](#)
- [Mentions légales](#)
- [Site développé par Inexine](#)

URL source: <https://franceurbaine.org/actualites/retrouvez-lagenda-des-reunions-locales-thematiques-popsu-metropoles>



« Nous voulons rapprocher les mondes de la recherche et de l'action »

Propos recueillis par S.V. | le 25/04/2019 | [Architecture](#), [Plan urbanisme construction architecture \(Puca\)](#)

 **Ma newsletter personnalisée** 

ARTICLES LES PLUS LUS



Notre-Dame : un projet de loi prévoit un régime dérogatoire pour la reconstruction
| Publié le 24/04/19 à 02:47



Un concours international pour reconstruire la flèche de Notre-Dame: ce qu'en pensent les architectes
| Publié le 18/04/19 à 09:13



Groupe Fayat : «Nous vivons une nouvelle révolution»
| Publié le 18/04/19 à 02:10

Formations

Droit de l'urbanisme

Le 19 avril dernier, le Plan urbanisme construction architecture (Puca) a lancé une consultation nationale de recherche pour approfondir la connaissance des petites villes françaises de moins de 20 000 habitants et leurs dynamiques. Jean-Baptiste Marie, directeur de programme Plateforme d'observation des projets et stratégies humaines au Puca, revient pour Le Moniteur sur le déroulement de cette consultation, intitulée Popsu Territoires.

Pourquoi lancer cette consultation nationale ?

L'objectif est de rapprocher le monde de la recherche et le monde de l'action, c'est-à-dire les élus et les acteurs du territoire. Ce sont deux univers qui manquaient souvent de lien et que le programme Popsu (1) permet de mettre en dialogue. Ce dernier en profite également pour apporter un **meilleur éclairage sur les petites villes**.

Le programme privilégie une **recherche directement embarquée au sein de la ville**, avec un arpentage du territoire, mais aussi l'organisation de séminaires de co-construction avec les élus, les services techniques et les chercheurs pour produire conjointement des études de cas. Parmi toutes les villes candidates, nous en retiendrons un certain nombre. **Nous en avons annoncé 10, mais plus de communes pourraient être choisies.**

Comment se déroule la consultation ?

Le jury sera présidé par Jean-Marc Offner [directeur de l'agence d'urbanisme Métropole Bordeaux Aquitaine – NDLR], en présence de chercheurs et de membres du conseil stratégique de la plateforme, mais également d'élus comme la députée LREM Sandra Marsaud. **Le Puca finance l'étude menée par les chercheurs pendant un an et demi**, ainsi que l'ensemble du dispositif d'animation. Cela représente 30 000 euros par opération de montage d'analyses et de recherches très poussées sur un territoire.

18-19 JUIN 2019 | Paris

Toutes nos formations 

Evénements

IRM : Infrastructures, Réseaux, Mobilité

22 MAI 2019 | Paris

LES RÉVOLUTIONS DU POINT DE VENTE NÉGOCE

2 JUILLET 2019 | Paris

BO2

1 OCTOBRE 2019 | Paris

Tous les événements 

A la fin, nous demandons une courte note de synthèse de 50 000 signes et une note aux décideurs, de format A4, permettant d'identifier les points que l'équipe de recherche souhaite mettre en avant. Au niveau du calendrier, les offres seront remises le 5 septembre et le jury réuni le 30 septembre.

Pourquoi s'intéresser aux petites villes ?

Au Puca, à côté de Popsu Territoires, nous avons un autre programme **Popsu Métropoles**, qui représente deux millions d'euros de recherches investis sur 15 collectivités. Il s'agit de grandes métropoles comme Lyon, Toulouse, Marseille, Grenoble ou encore Rouen. Nous y avons interrogé un fil conducteur, "La métropole et les autres", les autres désignant les petites et moyennes villes, les régions, les départements et l'Etat. Il était **intéressant pour nous de faire un prolongement de ce programme**, avec un projet plus modeste, mais dont les méthodes de recherches ont été renouvelées.

(1) Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu)

➤ RÉAGIR À CET ARTICLE

Appels d'offres

Construction d'une médiathèque municipale et d'une crèche
91 - ÉPINAY-SUR-ORGE

Remplacement complet d'un ascenseur
75 - CAISSE DE RETRAITE DES NOTAIRES

Travaux d'entretien courant de menuiserie serrurerie volet vitrerie non concerné par la problématique de travaux en milieu amianté
01 - DYNACITE

[Voir tous les appels d'offres](#) ➤

Dernières offres d'emploi

SARL TOURRE SANCHIS
ARCHITECTES
ARCHITECTE H/F
MONTPELLIER | **15 avril 2019**

MAXIPLAN
ARCHITECTE /
PROJETEUR SPACE
PLANNING H/F
PARIS | **06 avril 2019**



Vous êtes ici : Accueil > La matinale > Issoire « ville moyenne » qui s'est affranchie du « récit métropolitain »

Issoire « ville moyenne » qui s'est affranchie du « récit métropolitain »

29 AVRIL 2019 | Par **Thomas Loret**, RCF Puy-de-Dôme



Halte au « tout métropole » ! Dans sa dernière note, l'économiste Olivier Bouba Olga, chercheur à l'Université de Poitiers, met en avant les « villes moyennes » comme Issoire.

A-t-on trop privilégié les métropoles dans l'aménagement de nos territoires ? C'est la thèse soutenue par Olivier Bouba-Olga, chercheur à l'Université de Poitiers. Dans son dernier ouvrage [« Pour un nouveau récit territorial »](#), l'économiste de formation **dénonce les excès du « récit métropolitain »**.

« *Ce que je critique c'est le discours qui laisse penser qu'aujourd'hui l'innovation c'est dans les grandes villes. Ce qui factuellement est faux* » souligne Olivier Bouba Olga sur les ondes de [RCF Puy-de-Dôme](#).



Issoire par exemple a acquis « *une base industrielle importante, **des entreprises qui travaillent pour d'autres entreprises un peu partout dans le monde**. Notamment dans le secteur de l'aéronautique, avec des entreprises qu'on vient chercher parce qu'elles sont compétentes* » précise l'Universitaire de Poitiers.

UN SENTIMENT DE DÉCLASSEMENT DES « HORS MÉTROPOLE »

Depuis plusieurs décennies, les politiques publiques tendaient à **confier l'avenir économique à une « élite métropolitaine »**. Ce qui a contribué à nourrir **un sentiment de déclassement** et la colère des gilets jaunes, selon le thèse soutenue par Olivier Bouba Olga.

« *Si j'avais un message à faire passer à la puissance publique, **il faut revenir à une politique d'aménagement des territoires*** » tempère l'économiste poitevin. « *Faisons en sorte que les habitants où qu'ils soient puissent se former, accéder à la santé. Et l'innovation viendra* ».



0:00



0:32



CE N'EST PAS LA TAILLE QUI COMPTE

De manière générale, **Olivier Bouba Olga s'oppose au critère de taille** qui fausse le jugement. En effet **toutes les villes moyennes ne se valent pas**. « *Pour un gros quart nord-est ça ne marche pas. A Lille on peine à recruter par exemple* » précise l'économiste.

Pour ce nouveau récit territorial, Olivier Bouba Olga recommande de **s'intéresser aux contexte locaux qui ont conduit à la réussite d'un territoire**. Il s'agira ensuite d'encourager ces mécanismes sur un territoire donné sans chercher à reproduire ces schémas ailleurs.

Chacun sa route, chacun son chemin donc. Ce qui n'empêche pas de miser sur la complémentarité avec les territoires voisins.



ATELIER N°4 : #JNFUTOULOUSE2019 - retour sur l'atelier « Résilience et alliance des territoires »

L'atelier « Résilience et alliance des territoires », proposé dans le cadre des cycles d'ateliers du 28 mars à Toulouse, présentait la particularité d'être le fruit d'une « co-production » entre France urbaine et la plateforme d'observation des projets et stratégie urbaines POPSU Métropoles (*).

Marie-Christine Jaillet, Vice-présidente « recherche » de l'Université Toulouse Jean-Jaurès et responsable scientifique du programme POPSU Métropoles en a, à ce titre, assuré l'animation, en ayant la préoccupation de croiser préoccupations et expériences des intervenants élus (Olivier Carré, Président d'Orléans Métropole et maire d'Orléans, Frédéric Sanchez, Président de Rouen Normandie Métropole et maire de Petit Quevilly, Yannik Ollivier, Vice-président de Grenoble Alpes Métropole délégué à l'aménagement du territoire, aux risques majeurs et au projet métropolitain, et maire de Saint-Martin-le-Vinoux) et analyses et expertises des intervenantes universitaires (Magali Talandier, Professeure à l'Université Grenoble Alpes, responsable scientifique de la plateforme POPSU de Grenoble Alpes Métropole, Chris-

tine Voiron, Professeure à l'université de Nice Sophia-Antipolis, responsable scientifique de la plateforme POPSU de Nice Métropole).

Un double constat a constitué le point de départ de l'atelier :

- la montée en puissance de l'idée de résilience est à mettre en parallèle avec le besoin de changement des modes d'organisation spatiale de la société afin de répondre aux crises environnementales, sociales, économiques et politiques ;
- les chercheurs observent que **les systèmes les plus résilients sont ceux dans lesquels la diversité des composants est forte et dans lesquels ces composants sont connectés les uns aux autres jusqu'à former des réseaux multi-échelles et décentralisés** (de ce fait, l'hypothèse est que l'alliance des territoires, c'est-à-dire la mise en œuvre de solidarités entre territoires en cœur d'agglomération et territoires tiers, peut permettre de mieux anticiper et résister aux crises).

Parmi les interrogations qui ont constituées le fil rouge de l'atelier on peut retenir :

- dans quelle mesure, pour créer les condi-



tions du rebond, pour penser une stratégie de résilience, est-il nécessaire d'avoir une coordination des acteurs à différentes échelles ?

- a contrario, peut-on considérer que la faiblesse d'articulation entre les espaces intra-métropolitains et avec les territoires non métropolitains constituent des entraves au processus de résilience ?

Les présentations se sont succédées en 5 temps :

- Christine Voiron, s'appuyant notamment sur le programme de recherche-action POPSU développé à Nice, a expliqué et illustré comment le concept de résilience des territoires s'était progressivement épanoui au fil de la survenance d'aléas naturels, mais aussi technologiques, économiques et politiques.

- Olivier Carré a, au prisme de la problématique de l'exposition au risque d'inondations du territoire d'Orléans, démontré que si la résilience se jouait en local, c'était néanmoins à une échelle qui n'était pas seulement celle de la proximité immédiate : « la question est de savoir comment l'on fait jouer toutes les échelles, de façon à, à la fois, prévenir le risque, le contenir, et faire en sorte que l'on ait ce fameux facteur de résilience ».

La montée en puissance de l'idée de résilience est à mettre en parallèle avec le besoin de changement des modes d'organisation spatiale de la société

- Frédéric Sanchez a présenté « l'accord de Rouen », déclinaison locale de l'accord de Paris sur le climat, et a expliqué que la résilience devait désormais être au cœur de la réflexion et de l'action sur le développement urbain.

- Yannik Ollivier a développé son propos en écho à celui du président de la métropole de Rouen, en rappelant que la PLU-i de

la Métropole de Grenoble, lequel doit être arrêté d'ici la fin de l'année, « avait comme ADN risque et résilience ».

- Magali Talandier a fondé son intervention sur l'idée que « construire et accompagner la résilience des métropoles dans leur environnement pourrait se structurer au moins autour de trois défis majeurs : le changement de modèle économique, la prise en compte des ressources et matérialité écologiques et, enfin, l'hospitalité ». De façon concrète, son intervention a bénéficié des premiers enseignements du programme de recherche-action POPSU développé à Grenoble.

Pour aller plus loin :

- TALANDIER Magali, Résilience des métropoles. Le renouvellement des modèles, Collection Les Conférences POPSU, 2019, 44 pages.



Rive droite

La ville de demain au cœur d'un forum

285 mots

5 novembre 2019

[Sud Ouest](#)

SQUEST

BORDEAUX / CUB

201

Français

Copyright 2019 Sud Ouest All Rights Reserved.

Dans le cadre du projet de recherche Métropolisation et transition post-pavillonnaire, un forum Popsu Territoires sera organisé, jeudi 14 novembre à La Coupole. Dans la perspective d'une densification vertueuse de la commune, le projet est porté par une équipe pluridisciplinaire de chercheurs bordelais et financé par l'agence d'urbanisme Bordeaux Métropole Aquitaine (A'Urba). Ces séminaires s'intéressent aux petites villes et aux ruralités et permettent d'identifier des orientations pour accompagner leur développement (voir le site : urbanisme-puca.gouv.fr)

L'évolution du logement

La commune se trouve confrontée à la demande de logement croissante sur le territoire de la métropole bordelaise. Le récent essor démographique loubésien a modifié le paysage urbain, qui s'est développé, dans sa périphérie, avec des logements pavillonnaires. Malgré tout, Saint-Loubès accuse un déficit de logements locatifs sociaux.

Le centre d'innovation sociétale de la Ville (Forum Urbain), Marie Bova, adjointe, déléguée à l'urbanisme, au cadre de vie et au développement durable, et Amilcar Martily, responsable du service urbanisme, sont chargés de l'organisation de ce séminaire. Julie Amba, doctorante en sociologie urbaine et son directeur de thèse Xavier Guillot, ont convié les chercheurs, bailleurs sociaux, agences et acteurs du territoire, pour croiser les savoirs scientifiques et opérationnels et réfléchir à des nouveaux outils pour orienter l'action publique.

Le séminaire se tiendra de 13 h 30 à 17 heures et sera suivi d'une rencontre avec les Loubésiens de 17 heures à 18 h 30. Les habitants auront la possibilité de visiter l'exposition photographique sur les transformations urbaines et échanger sur les formes d'habitat d'aujourd'hui et de demain.

SUD OUEST

Document SQUEST0020191105efb50005r

Sommaire de la recherche

Text	La ville de demain au cœur d'un forum
Date	Au cours du dernier mois
Source	Toutes les sources
Auteur	Tous les auteurs
Société	Toutes les sociétés
Sujet	Tous les sujets
Secteur économique	Tous les secteurs économiques
Région	Toutes les régions
Langue	Allemand ou Anglais ou Arabe ou Français
Résultats trouvés	1
Horodatage	12 novembre 2019 16:34

Magali Talandier : « La résilience : changer de modèle, relocaliser, prendre soin et accueillir »

Magali Talandier, économiste de formation, docteur en urbanisme et aménagement du territoire, est professeure à l'université Grenoble Alpes, responsable de l'équipe de recherche « Villes et territoires » et adjointe à la direction du laboratoire PACTE. Spécialiste de l'économie résidentielle, ses travaux portent plus largement sur l'analyse des processus de développement territorial.

Propos recueillis par **Stéphane Cordobes**, conseiller recherche et prospective au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

Vous avez longtemps travaillé sur les questions d'économie géographique et largement contribué à définir le modèle des systèmes productivo-résidentiels qui structurent les espaces français. Cette interprétation fait aujourd'hui encore référence pour analyser la situation de nos territoires dans la métropolisation et leur forte interdépendance. Vous dirigez aujourd'hui des travaux sur la résilience des métropoles. Comment êtes-vous passée à cette seconde problématique ?

Les crises économiques, sociales, écologiques nous obligent à revoir nos concepts et notions, même les plus évidentes à l'image du développement territorial. L'idée de résilience part de là, d'un besoin de nommer autrement les dynamiques actuelles. Par exemple, dans le cadre du précédent programme de recherche POPSU¹, j'ai pu mettre en évidence les difficultés économiques que traversaient le système urbain grenoblois et la situation de crise de son modèle technopolitain. Nous avons décidé dans la nouvelle phase de ce programme lancé en 2018 de poursuivre la réflexion et d'imaginer quelles seraient les conditions de sortie de crise de ce système, quel nouveau modèle il faudrait inventer et implanter. Le terme de résilience nous aide à penser cette bifurcation des trajectoires territoriales, les différents chemins qu'ils pourraient suivre.

1. Lieu de convergence des milieux de la recherche et de ceux qui font et gouvernent les villes, la plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU) croise les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions associés aux villes et aux territoires. Elle capitalise, à des fins d'action, les connaissances établies sur les métropoles et en assure la diffusion auprès de publics divers : professionnels, académiques, grand public, etc.

« Je crois effectivement que la question des changements de modèles est centrale et que l'on est aujourd'hui confronté à l'obligation de réinventer nos cadres d'analyse, en particulier pour répondre au défi du changement climatique et de l'effondrement environnemental. »

« Résilience » est un terme employé dans de multiples contextes et pour décrire des réalités différentes. Quelle définition lui donnez-vous dans vos travaux et en quoi, selon vous, est-il pertinent et opératoire pour penser cette bifurcation et ces nouvelles trajectoires ?

Le concept de résilience, comme celui de transition d'ailleurs, est fréquemment repris sans que l'on sache toujours ce qu'il désigne. Sa pluralité de sens peut effectivement gêner. En ce qui me concerne, je le trouve intéressant, y compris parce qu'il est polysémique. Il permet ainsi d'appréhender la complexité territoriale selon plusieurs perspectives, en considérant la pluralité de processus qui la compose. Ainsi le concept de résilience m'intéresse parce qu'il peut renvoyer à des questions de résistances, d'adaptation ou encore de transformation. Face à un choc ou à une crise, un territoire peut entrer en résilience en résistant, en s'opposant aux facteurs qui viennent le déséquilibrer. Mais il peut aussi choisir de s'adapter, en acceptant en quelque sorte le changement et en tentant de l'intégrer sans que le système ne change radicalement. Il peut enfin se transformer en profondeur, basculer vers un autre modèle, s'inscrire dans un autre régime économique, social, spatial. L'évolution des systèmes urbains ne relève pas d'un processus ou facteur unique, ce sont souvent ces trois logiques qui sont à l'œuvre concomitamment et que le concept de résilience permet d'appréhender en même temps.

Cette question du changement de modèle constitue un point central de votre réflexion. Déjà dans vos précédents travaux, le système productivo-résidentiel constituait un changement de modèle par rapport au paradigme territorial classique puisqu'il soulignait la profonde interdépendance des différents territoires résultant de la montée en puissance des flux et de la spécialisation économique que la mondialisation et ses pendants spatiaux, que sont l'urbanisation et la métropolisation, ont favorisé.

Je crois effectivement que la question des changements de modèles est centrale et que l'on est aujourd'hui confronté à l'obligation de réinventer nos cadres d'analyse, en particulier pour répondre au défi du changement climatique et de l'effondrement environnemental. Le changement de modèle auquel je m'intéresse dépasse donc la question de la base économique des territoires et de leur distribution dans un espace donné sur lesquelles j'ai précédemment

travaillé. C'est un changement de modèle culturel auquel on assiste dont la dimension économique n'est qu'un des aspects. Si l'on remonte dans le temps on peut ainsi distinguer une succession de régimes, ou modèles, qui souvent continuent à co-exister même si le dernier apparu vient supplanter le précédent et le dominer. Il y a ainsi eu le modèle agraire, puis le modèle industriel depuis la fin du XIX^e siècle. Ce dernier a été supplanté à la fin du XX^e siècle par le modèle que j'appelle « métropolitain cognitif ». Il y a donc une sédimentation de ces différents régimes qui complexifie tant l'analyse territoriale que l'action politique. Aujourd'hui un nouveau modèle émerge que je propose d'appeler « collaboratif ». Les modèles industriels et métropolitains cognitifs ont conduit à une disjonction des fonctions et des espaces avec la formation de territoires de production, de consommation, de tourisme, lesquels étaient maintenus en relation par la mobilité des personnes et les échanges de bien, d'information, de valeur. L'apparition du modèle collaboratif se traduit par l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation économique et sociale, avec l'apparition de lieux où s'hybrident les fonctions de production, de consommation, d'habitation. On pourrait parler de tiers lieux qui permettent aussi de faire société autrement, de renouer avec la politique. Ce phénomène me semble très intéressant à observer, à comprendre et à accompagner, parce qu'il préfigure ce que pourrait être le nouveau modèle collaboratif.

Cette question des lieux fait un retour en force dans le discours géographique. Michel Lussault la traite en conceptualisant les hyperlieux qui articulent local et réseau global, Pierre Veltz fait l'hypothèse d'un tournant local dans lesquels la question des lieux et de leurs liens jouerait un rôle important. Comment traitez-vous de votre côté cette question ? Est-ce un retour au local de la société agraire et de ses paroisses ?

Cette résurgence des lieux ne correspond pas à un retour au lieu ou au local tel qu'on a pu le connaître dans les siècles précédents. Ce n'est pas la fin des systèmes urbains ou des réseaux. Ce changement de modèle n'est pas un retour en arrière. Cependant, on y est très soucieux de l'environnement, de la biodiversité. C'est en fait l'instauration d'un nouveau rapport aux ressources, qui se traduit par une relocalisation de cette relation. Les travaux de Bruno Latour sont éclairants de ce point de vue. Le local, c'est la reconsidération de ce avec quoi et avec qui l'on vit, de ce qu'il faut préserver. C'est un local qui ne s'inscrit pas dans



Le terme de résilience nous aide à penser cette bifurcation des trajectoires territoriales, les différents chemins qu'ils pourraient suivre.

le paradigme territorial. Ainsi, il est souvent porté par des acteurs autres que les collectivités locales : ce sont des entrepreneurs, des citoyens, des acteurs sociaux, des collectifs qui accordent beaucoup d'importance aux valeurs et qui inventent de nouvelle façon d'organiser la vie économique, selon d'autres spatialités. Dans celles-ci, le local caractérise l'accès aux ressources, à ce que l'on doit préserver, valoriser, partager et qui est proche des lieux où l'on vit. Mais parallèlement à ce souci des ressources locales, on reste hyperconnecté, on échange et on partage nos idées et nos valeurs dans des réseaux parfois mondiaux. Ces formes de réappropriations de l'espace se font, par ailleurs, à l'écart des collectivités territoriales parce que l'on a pris conscience de la raréfaction de l'argent public et du pouvoir limité de l'action des acteurs institutionnels. On se sent obligé de faire par soi-même. On prend en charge l'organisation d'un espace viable et compatible avec les valeurs que l'on se donne. On ne refuse pas les subventions, mais on cherche avant tout l'autonomie financière. Il y a même une certaine méfiance vis-à-vis des collectivités territoriales parce que l'on craint la récupération politique. Par rapport au modèle territorial, où le lien avec la collectivité et l'ancrage est fort, le modèle collaboratif est plus volatil. On porte des initiatives collectives, de manière autonome, tout en étant capable, demain, de déplacer l'initiative pour la faire ailleurs avec le même souci du local, de changer de lieu même si cela permet de conserver ses valeurs.

Il n'y a donc pas d'opposition entre ce modèle collaboratif et les systèmes urbains, ou plus exactement cette relocalisation transforme les systèmes urbains de l'intérieur, mais ne les annihile pas.

Il faut effectivement continuer à raisonner en systèmes tout en intégrant cette logique de relocalisation. Dans les modèles industriels et métropolitains cognitifs, on a assisté à un éclatement spatial au point de ne plus savoir d'où venaient les ressources, où allaient nos déchets, etc. Production et consommation des biens et services pris dans la globalisation se trouvait non seulement délocalisé, mais non localisable. Nous étions – et sommes encore – dans un monde de flux qui ne se préoccupe pas de l'origine et de la destination finale de tout ce qui transitait. Ni des coûts environnementaux de ce fonctionnement. Le modèle collaboratif qui émerge questionne l'origine des matières, des denrées alimentaires, la destination des déchets, etc. Il tente de redonner un sens géographique à nos modèles économiques, de retrouver une géographie à dimension humaine du système économique que l'on a perdu.

Vous proposez, en début d'entretien, une définition de la résilience qui comprenait les logiques de résistance, d'adaptation et de transformation. Comment l'appliquer au changement de modèle que vous venez de décrire ?

La résilience, c'est d'abord la résistance. Avancer vers de nouvelles formes économiques provoquera des manifestations de résistances qu'il faut entendre, respecter et qui doivent conduire à préserver certaines choses qui existent déjà et qui sont indispensables. La résilience ne consiste pas à tout balayer d'un revers de main. À côté de ce que l'on va garder, il y a évidemment aussi ce qu'il va falloir adapter et tout ce qui reste à inventer. Si l'on applique cette grille d'analyse au modèle économique de la métropole grenobloise, par exemple, on constate qu'il existe une grande confiance accordée au système technopolitain pour innover

et répondre aux enjeux environnementaux. On pense que la technologie et le numérique seront l'alpha et l'omega du nouveau modèle. Évidemment ces avancées sont importantes, mais ni suffisantes ni exclusives. Il y a là un champ de résistance. Parallèlement d'autres acteurs économiques considèrent le numérique comme une entrée parmi d'autres et sont surtout soucieux de réduire leur empreinte sur les écosystèmes. On est là dans des logiques d'adaptation, voire de transformation. C'est la combinaison de ces dynamiques qu'il faut prendre en compte pour penser la résilience, par exemple, du système urbain grenoblois.

La question des acteurs est centrale dans ces dynamiques. Vous souligniez précédemment la perte de crédit et de pouvoir des acteurs publics auprès des porteurs du modèle collaboratif. Est-ce aussi tranché que cela ?

En ce qui concerne le changement de modèle économique lui-même, je crois que les marges de manœuvre des acteurs publics sont très limitées, du fait de la raréfaction de l'argent public et de la défiance. En revanche, sur la question de la gestion des ressources, qui est un deuxième défi déterminant pour la résilience, je crois que les collectivités territoriales ont un rôle important de régulateur à jouer. Même si le traitement de cet enjeu oblige à dépasser les frontières institutionnelles, on est là dans le champ de compétence et de responsabilité des territoires. De ce point de vue, tous les dispositifs qui émergent sous forme de contrat, de pacte, d'alliance souple interterritoriale sont intéressants. Il a enfin un troisième enjeu très important en matière de résilience, c'est celui de l'hospitalité. On sait que le changement climatique va générer des flux migratoires internationaux importants, on est déjà confronté à la question de l'accueil des populations. C'est là, je crois, que les pouvoirs publics ont le plus grand rôle à jouer : il faut changer notre représentation de ces flux migratoires et les voir comme des chances et non comme des menaces. Nos métropoles sont considérées depuis trop longtemps comme des moteurs économiques. Il faut élargir le regard et en faire des espaces d'hospitalité, d'accueil, de qualité de vie, de bien vivre, de bien être, de convivialité. Ce sont des fonctions intrinsèques de la ville que l'on a trop négligées. Or la restauration de ces fonctions, ou leur instauration, est essentielle pour entrer en résilience. D'ailleurs, contrairement aux idées reçues sur le sujet, elles ne sont pas incompatibles avec la dynamique économique. Les entrepreneurs sont très nombreux à dire qu'un certain nombre de savoir-faire, qu'une certaine main-d'œuvre a disparu dans les pays du nord, et que la population migrante pourrait apporter des réponses rapidement. À titre d'exemple, certaines entreprises de textile à Roman ne trouvent plus de tailleurs, c'est un métier qui a disparu dans nos sociétés. On trouve de même des besoins non satisfaits dans le bâtiment, comme dans certaines formes d'agriculture paysanne qui sont en train de réémerger. Non seulement, il faut avoir ce souci d'hospitalité, mais en plus on pourrait y gagner économiquement en retrouvant des compétences et des savoir-faire que l'on a perdus et que l'on pourrait remettre au service du collectif.

En conclusion, si je vous disais que la résilience des métropoles, et plus globalement des systèmes métropolitains français, passe par trois leviers : plus de lien entre les espaces, les fonctions et évidemment les acteurs, plus de soins pour les espaces, les ressources, leurs habitants humains et non humains et plus d'accueil et d'hospitalité, pour les migrants, mais peut-être plus généralement pour les populations les moins bien intégrées.

J'ajouterais qu'il faut aussi plus de sens. Chaque modèle était porteur de sens, mais le sens donné par la société moderne au développement économique me semble de moins en moins être celui que nous cherchons à construire dans le nouveau modèle collaboratif, en tout cas celui qui anime et fait avancer la société aujourd'hui : plus de sens vis-à-vis de la dimension écologique, du partage des richesses. On l'a vu les liens existent entre les territoires et entre les acteurs, mais ce sont des échanges et des interdépendances qui sont souvent vides de sens. On échange des richesses, on est mobile, mais cela manque de contenu, de matérialité. Il faut donc donner du sens à ces liens en leur procurant de la consistance matérielle et sociale, en prenant en compte l'empreinte que nous laissons sur l'environnement, les fractures que nous engendrons dans la société.



« Il a enfin un troisième enjeu très important en matière de résilience, c'est celui de l'hospitalité. On sait que le changement climatique va générer des flux migratoires internationaux importants, on est déjà confronté à la question de l'accueil des populations. C'est là, je crois, que les pouvoirs publics ont le plus grand rôle à jouer.

Popsu : les métropoles à l'âge du "share", vers un récit commun ?

| 20 JUIN 2019

STRATÉGIES URBAINES (/URBAIN/STRATEGIES-URBAINES.HTML)

Le réseau du programme Popsu (Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines) était à Grenoble, mardi 18 juin, dans le cadre d'un cycle de 15 rencontres sur "les métropoles en transitions". Crise écologique majeure, outils numériques à la portée de tous et afflux de migrants vers les centres urbains... "Trois tournants majeurs du XXIème siècle" qui, selon les animateurs du programme Popsu, pousseront les métropoles au "partage" et à la mise en place de "biens communs territoriaux".

L'hypothèse demeure encore à valider, admettent les chercheurs du Popsu, réunis à Grenoble, mardi 18 juin. Cependant, au-delà des expériences de covoiturage, d'habitat partagé, de tiers-lieux, ou d'autres initiatives de ce type, un nouveau palier semble en passe d'être atteint. A bas bruit, un changement de fond s'opère. Les citoyens sont ainsi de plus en plus nombreux à participer aux "civic labs", plateformes pour co-construire avec les opérateurs, les collectivités, des applications qui pourront contribuer à une meilleure gestion de l'énergie, de l'eau, des déchets, et ce dans l'intérêt général. S'agit-il pour autant d'une vague de fond ? La question demeure ouverte.

Toujours est-il que le "share" ne peut plus se limiter aux habitants. Dans la métropole grenobloise et ailleurs en France, ainsi qu'en Europe, des collectifs constitués de citoyens - et parfois d'élus - s'organisent, à la limite de la légalité parfois, pour accueillir les migrants. Sur le volet "ressources physiques", les prises de conscience sont aussi très fortes. Les métropoles se soucient par exemple de leurs forêts environnantes, lesquelles ne se situent pas toujours dans leur périmètre administratif. Les enjeux sont énormes pour les urbains : les forêts captent 20% des émissions de carbone. Sans compter que ces réservoirs de biodiversité fournissent le bois, matériau d'avenir dans la construction.

Autre "nouveau" bien commun territorial que les métropoles prennent très au sérieux : la terre fertile. Celle-ci commence en effet à manquer. S'attaquant de front à cette problématique, la démarche lyonnaise innovante "paysages productifs" consiste à refabriquer de la terre fertile. Marie-Christine Jaillet, responsable scientifique du programme Popsu, observe *"un vrai bouillonnement d'expérimentations de toutes natures"*, tout en pointant deux écueils : les intérêts ne sont pas tous convergents d'une part, et ce mouvement est loin d'embarquer toute la

[Accueil](#) / [France - Monde](#) / [Circulation - Déplacements](#)

Un plan de mobilité durable



Publié le 29/06/2019 à 03:55 , mis à jour à 11:53



Circulation - Déplacements, L'Isle-Jourdain

Depuis la fin 2018, la communauté de communes de la Gascogne toulousaine (CCGT) élabore un plan de mobilité durable pour développer des alternatives au réseau routier de l'ouest toulousain de plus en plus encombré. Ce plan étudie l'évolution des déplacements sur cette zone, ainsi que la modification des espaces publics et des aménagements de voiries, sentiers et pistes cyclables. Des chercheurs de l'université Toulouse Jean-Jaurès et de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse, en partenariat avec Toulouse Métropole, travaillent dans le cadre du programme POPSU-Métropole à l'analyse des mobilités alternatives à l'automobile (transports en commun, utilisation du vélo, développement du télétravail, etc.). Ils se sont réunis avec des acteurs locaux à L'Isle-Jourdain dans le cadre d'un séminaire national sur ce thème. La CCGT et la mairie ont présenté les axes de travail du plan de mobilité durable. Une réunion publique aura lieu jeudi 29 août.

**LaDepeche.fr**

Les commentaires (1)

CÔTE-D'OR - ENVIRONNEMENT

Dijon : un capteur de qualité de l'air installé au port du canal

Vendredi 5 juillet, dans le cadre de la Journée métropolitaine sur la transition numérique, un capteur innovant mesurant la qualité de l'air a été dévoilé port du canal. Une initiative cohérente avec l'engagement de Dijon Métropole en faveur d'un territoire mieux connecté.

Vu 97 fois | Le 08/07/2019 à 06:37 | mis à jour à 07:38 | Réagir (1)

EDITION ABONNÉ



Photo LBP/H. C.

préc. suiv.



5 / 5

Depuis le mois d'avril, le projet OnDijon, qui a fait entrer Dijon Métropole dans le réseau des villes intelligentes, se situe dans sa phase opérationnelle avec la mise en service de son poste de pilotage connecté des différentes fonctions urbaines. Engagée en faveur d'une transition numérique qui nourrit l'ambition d'atteindre les objectifs d'un territoire mieux connecté pour fabriquer la ville de demain, la Métropole participe au programme de recherche en urbanisme Popsu (Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines).

« C'est une grande première pour nous de travailler avec le monde de la recherche en mettant en place une transdisciplinarité qui doit nous permettre, à terme, de progresser dans le service au public », explique Pierre Pribetich, adjoint à la mairie délégué à l'urbanisme et premier vice-président de Dijon Métropole. Dans le cadre de ce programme, une journée sur la transition numérique a été organisée, vendredi 5 juillet, par la Métropole, en collaboration avec l'université de Bourgogne. Durant la matinée, un colloque nommé "Regards croisés sur la transition numérique" s'est tenu et, sur les coups de 17 heures, l'inauguration d'un capteur de température, d'humidité et de pollution particulaire a finalisé ce rendez-vous.

Dix-neuf autres capteurs mis en place d'ici la fin de l'année

Cette station de mesures environnementales, portant le doux nom de Qamele0, a été développée en 2018 par deux équipes de recherches à l'université de Bourgogne à Dijon et à l'Institut de recherches pour le développement (IRD) à Bondy (Seine-Saint-Denis). Qamele0 possède la particularité de mesurer la qualité de l'air et, plus précisément, les concentrations en particules fines et ultrafines. Installée sur un candélabre, elle est alimentée sur secteur la nuit et sur batterie le jour. Elle permet également de transmettre des informations à la population *via*, notamment, le recours à un QR Code situé sous la station.

« Qamele0 est la première station connectée et environnementale de la métropole. Elle est modulable et s'adapte à son environnement. L'originalité de ce capteur est qu'il a un faible coût unitaire. Il est fabriqué à Dijon, au sein du laboratoire Biogéosciences », explique Nadège Martiny, enseignante-chercheuse en climatologie à l'université de Bourgogne et membre du laboratoire Biogéosciences. Elle termine : « D'ici la fin de l'année, dix-neuf autres capteurs seront posés au sein de la métropole ». Ces installations permettront de mieux comprendre les variations de la qualité de l'air et son lien avec le climat dans l'espace et dans le temps.

Hugo COUILLARD

Tags : EDITION DIJON VILLE - DIJON - ENVIRONNEMENT - MÉTÉOROLOGIE - CLIMAT - A PROPOS - IMPORT PRINT - ACTUALITÉ

VOUS AVEZ AIMÉ CET ARTICLE ?
PARTAGEZ-LE !

Tweeter



ENVOYER À UN AMI



IMPRIMER

Tags de l'article

EDITION DIJON VILLE - DIJON
ENVIRONNEMENT
MÉTÉOROLOGIE - CLIMAT - A PROPOS
IMPORT PRINT - ACTUALITÉ

LES PLUS LUS

- 1 Parti se baigner avec son frère, l'enfant de 6 ans se noie
- 2 Floride : mordu une centaine de fois, un homme tué par des chiens errants
- 3 Plusieurs véhicules en feu cette nuit à Dijon et Chénôve
- 4 L'A6 à éviter pour rejoindre Lyon à cause d'un accident de poids lourd (mise à jour : 10h13)
- 5 Milly-Lamartine (71) : un motard contrôlé à 233 km/h au lieu de 110 km/h !

DANS LA MÊME RUBRIQUE

DIJON - MUNICIPALES
La France insoumise : "Avec les citoyennes et les citoyens, construisons Dijon en commun"

FOOTBALL - LIGUE 1
[Actualisé] Le programme de reprise du DFCCO

TOUS LES ARTICLES

MON UNIVERS

MES PAGES FAVORITES
Cliquez sur l'étoile pour ajouter le tag de la page à vos tags favoris.

MON COMPTE
Mon compte de A à Z
Gérer mon mot de passe
Gérer mes inscriptions aux newsletters

FIL INFO



POLÉMIQUE
Homards, champagne... les très chers diners de De Rugy à l'Assemblée

FOOTBALL - LIGUE 1
[Actualisé] Le programme de reprise du DFCCO

ENVIRONNEMENT
Les plantes déjà sous l'influence du changement climatique

FOOTBALL
OM : "Adil Rami doit s'interroger sur son métier"

ETATS-UNIS
Les footballeuses victorieuses ne veulent pas être reçues par Trump

TOUS LES ARTICLES

JOURNAL EN NUMÉRIQUE

Edition de Dijon
TÉLÉCHARGER VOTRE ÉDITION EN NUMÉRIQUE
Feuilleter

RECHERCHE / Popsu Métropoles, séminaires en série

Les quinze métropoles du programme de recherche ont commencé leurs travaux, avec des séminaires comme celui organisé par Rouen Normandie Métropole.

Après un forum national le 18 janvier dernier à Strasbourg, le programme Popsu Métropoles¹ porté par le Plan urbanisme construction architecture (Puca) prend toute son ampleur avec un cycle de rencontres « Métropoles en transition », qui se déroule actuellement dans les quinze métropoles concernées². Certains intitulés sont révélateurs des préoccupations affichées, d'autres restent à un niveau prudent de généralités.

La Métropole européenne de Lille s'est interrogée sur « Ressources, échanges, gouvernances et interdépendances territoriales », Clermont Auvergne Métropole sur « Documenter pour faire métropole », l'Eurométropole de Strasbourg sur le passage « Du port au système métropolitain portuaire », Montpellier Méditerranée Métropole sur « Métropole, métropolisation et territoires ». Toulouse Métropole a jumelé son séminaire « L'évolution des mobilités dans et depuis le périurbain » avec une journée technique du Réseau Paysage Occitanie sur « Paysages, trames vertes et bleues, mobilités douces » sous le titre général « Les chemins de la métropole étalée ». Grenoble Alpes Métropole planche sur « La métropole à l'âge du *share* », alors que Dijon Métropole s'intéresse aux « Regards croisés sur la transition numérique » et que Aix-Marseille-Provence Métropole consacre son séminaire inaugural aux « Paysages récits métropolitains ». Le Grand Lyon explore le sujet « Métropoles à la recherche de justice spatiale », Orléans Métropole celui de la santé. D'autres rencontres sont en cours de finalisation.

Le 12 juin, Rouen Normandie a organisé un séminaire sur « La Seine à Rouen, une

nouvelle centralité métropolitaine », un sujet que les lecteurs d'*Urbanisme*³ connaissent déjà.

Mais au-delà du dialogue avec les concepteurs de cette recomposition urbaine – Jacqueline Osty pour les quais rive gauche et l'écoquartier Flaubert, Jacques Ferrier pour le siège de la Métropole, Marc Mimram pour le futur bâtiment « 105 » –, cette rencontre a permis de s'interroger sur « la métropole performative ». Ce concept est proposé par les chercheurs Jean Debie et Xavier Desjardins⁴ après un premier travail d'entretiens avec une trentaine d'acteurs locaux autour de la question : « *Se dire métropole, est-ce la faire advenir ?* » Les chercheurs répondent positivement car « *le mot oblige à se mettre à sa hauteur* ». La transformation des rives de Seine en témoignage, en s'inscrivant dans une « reconnexion » entre la ville et son port, soulignée par Jean Debie. Pour Frédéric Sanchez, le président de Rouen Normandie Métropole, non seulement il y a eu un effet métropole cinq ans après la loi MAPTAM, mais « *le concept de métropole nous aide à réfléchir* ».

En conclusion, Hélène Peskine, la secrétaire permanente du Puca, a souligné que si l'ensemble des métropoles apparaissent en quête d'un récit, il y a des différences de maturité entre les projets métropolitains. Les travaux du Popsu ont vocation à en rendre compte, en s'attachant particulièrement à la relation entre « *la métropole et les autres* ». Le colloque international « Métropoles en transition », programmé pour début 2020, donnera un premier aperçu sur l'ensemble de ces recherches. / A. L.

① Cf. « Recherche/Trois Popsu », *Urbanisme*, n° 406, automne 2017. Jean-Marc Offner est le président du conseil stratégique du Popsu, Marie-Christine Jaillot est la responsable scientifique du programme Popsu Métropoles et Jean-Baptiste Marie est directeur de programme.

② Aix-Marseille, Bordeaux, Brest, Clermont Auvergne, Dijon, Grand Lyon, Grenoble, Lille, Montpellier, Nantes, Nice, Orléans, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

③ Cf. *Urbanisme*, hors-série n° 65, novembre 2018.

④ Xavier Desjardins est le responsable scientifique du programme Popsu de la Métropole Rouen Normandie.

À lire

La Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu), avec ses trois programmes – Métropoles, Territoires et Monde, s'accompagne d'un nouveau type de publications, en format de poche pour la version papier :

■ « Les conférences Popsu » proposent déjà quatre ouvrages :

Alain Bourdin, *Être métropole dans un monde incertain* ;

Jean-Marc Offner, *Métropoles invisibles. Les métropoles au défi de la métropolisation* ;

Magali Talandier, *Résilience des métropoles. Le renouvellement des modèles* ;

Olivier Bouba-Olga, *Pour un nouveau récit territorial*.

■ « Les Cahiers Popsu » avec un premier ouvrage présenté à Rouen le 12 juin :

Jean Debie et Xavier Desjardins, *La Métropole performative ? Récits et échelles de la fabrique institutionnelle métropolitaine de Rouen*.

Ces ouvrages sont librement téléchargeables sur le site :

www.popsu.archi.fr/node/1149

DIJON METROPOLE : Le numérique au service de la transition écologique

09/07/2019 15:23



La collectivité territoriale vient de lancer sa plateforme urbaine d'expérimentation. Un lancement marqué notamment par la pose d'un premier capteur permettant «de mesurer en temps réel et à une échelle fine les températures, l'humidité ainsi que la qualité de l'air». 19 autres capteurs doivent être installés.

Avec «OnDijon», Dijon métropole s'engage dans une transition numérique conçue pour atteindre les objectifs d'un territoire mieux connecté pour concevoir la ville de demain. Dans cette perspective, Dijon métropole et le Plan Urbanisme Construction Architecture initient une plateforme de recherche POPSU au plan local, en réponse aux enjeux de pics de chaleur urbains, stress hydriques et de pollution de l'air.

Dijon métropole participe ainsi à l'un des plus importants programmes de recherche conduits sur la ville et les

territoires. Au plan national, la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU) rassemble près de 300 chercheurs, issus de 70 laboratoires de recherche et 50 établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Ce programme vise à croiser les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle pour mieux comprendre les évolutions des territoires et les enjeux auxquels ils sont confrontés (métropolisation, transitions...). Dijon métropole entend ainsi innover en matière de recherche urbaine afin d'expérimenter de nouveaux modes d'observations et de fabrication pour une métropole durable.

Dijon Métropole et la Maison des sciences de l'homme dans une dynamique de recherche participative

Dans ce cadre, la collectivité vient de lancer la plateforme urbaine d'expérimentation (PURE) : un observatoire environnemental nourri par un réseau de capteurs permettra de cartographier en temps réel et à une échelle fine les températures, l'humidité ainsi que la qualité de l'air dans Dijon métropole.

Le premier capteur Qameleo a été dévoilé au port du canal. Au rendez-vous de cette «première étape dans une stratégie de recherche» a-t-il affirmé en citant notamment les partenaires que sont le CNRS mais aussi la Maison des sciences de l'homme de l'université de Bourgogne, Pierre Pribétich, premier vice-président de Dijon Métropole a insisté sur la démarche opérationnelle : «Il s'agit de travailler avec le monde de la recherche dans une interaction et une transdisciplinarité qui doit nous permettre de progresser pour les enseignants-chercheurs mais aussi pour l'ensemble des cadres de notre métropole qui permettront d'aller plus loin dans le service au public, dans l'écologie et dans l'éthique». Directeur de la Maison des sciences de l'homme, Jean Vigreux apprécie de pouvoir «allier toutes les sciences humaines et sociales aux autres sciences», en ajoutant que la MSH s'inscrit avec volontarisme dans cette approche de «penser les enjeux en recherche fondamentale mais aussi en recherche participative», dans laquelle «le chercheur a sa place pour apporter ses connaissances», sans toutefois se substituer aux pouvoirs publics. «La MSH est ouverte sur la cité», a pu déclarer son directeur, en présence aussi de son adjoint Thomas Thevenin.

Hélène Peskine, secrétaire permanente du Plan Urbanisme Construction Architecture au ministère de la transition écologique, a quant à elle parlé de «rencontres» entre des acteurs dans différents domaines de compétences ainsi qu'une dynamique devant permettre de s'appuyer sur toutes les expertises.

Une station environnementale accessible à tous

En présence de Catherine Hervieu, notamment présidente d'ATMO vice-présidente de Dijon Métropole déléguée à l'environnement (air, bruit), aux déplacements doux, aux milieux aquatiques, de Jean-Patrick Masson, conseiller communautaire délégué au patrimoine et à l'environnement, et des élus municipaux et métropolitains Denis Hameau et Françoise Tenenbaum, les relevés du capteur ont été présentés sur tablette numérique par l'équipe universitaire qui participe au projet, représentée par Nadège Martiny et Nicolas Marilleau. «Cette station environnementale doit apporter un éclairage nouveau sur les variations de la qualité de l'air dans le temps et dans

l'espace à l'échelle du territoire mais aussi être un outil de sensibilisation auprès des populations», souhaite Nadège Martiny. Un fablab est d'ailleurs envisagé par la MSH avec des lycéens afin de travailler sur une dizaine de capteurs.

Dans une démarche participative, les élus, la population et des associations seront engagés dans la conception et la réalisation de cet observatoire de façon notamment à favoriser l'accès aux données produites et leur appropriation par le grand public. Il s'agit du premier capteur connecté de qualité de l'air. Une spécificité soulignée par Hélène Peskine. Réalisés selon un procédé open source, ces capteurs seront installés dans l'espace public au cours des prochains mois dans toute la métropole. Les mesures en temps réel seront consultables par tous à partir d'un QR code.

Ce dévoilement a ponctué la journée sur la transition numérique intitulée «Regards croisés sur la transition numérique », organisée par Dijon Métropole en collaboration avec l'Université de Bourgogne dans le cadre du programme POPSU.

Ce temps d'échange proposait de croiser des regards scientifiques et travaux de recherche avec l'expérience de terrain des territoires. Animé par des chercheurs spécialistes des questions de données numériques, Antoine Courmont, Dominique Boullier et Marie-Christine Jaillet, et la représentante du TUBA Lyon, Laéthicia Rancurel, il s'est articulé autour de trois grands axes : Comment ouvrir de nouveaux services sans déshumaniser les services publics, comment concevoir une infrastructure sécurisée et comment une ville intelligente peut-elle permettre d'expérimenter de nouveaux modes d'observation et de fabrication d'une ville durable ?. Une table ronde entre les chercheurs et les élus métropolitains est venue clôturer la matinée qui a été suivie d'une visite du PPC «OnDijon».

Photos : Alix Berthier


[ACCUEIL](#)
[À PROPOS](#)
[ABONNEMENT COLLECTIVITÉS](#)

[ABONNEMENT INDIVIDUEL](#)
[PARTENAIRES](#)
[PARTENAIRES MÉDIAS](#)

La Plate-forme POPSU rapproche chercheurs et professionnels du territoire afin de réfléchir aux enjeux de demain

Cette semaine, la **lettre de l'impact positif** vous propose un focus sur la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU). Développée par le Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les



collectivités territoriales et par le Ministère de la Transition écologique et solidaire, elle a pour objectif de permettre à des chercheurs de travailler en relation avec les professionnels des territoires.

Deux programmes sont actuellement développés par la plateforme : POPSU Métropoles et POPSU Territoires. Les équipes de Territoires-Audacieux.fr ont interviewé Jean-Baptiste Marie, le directeur de la plateforme pour les évoquer et en savoir plus sur l'ambition nationale de la plateforme.

Sommaire:

- La plateforme POPSU
- POPSU Métropoles
- POPSU Territoires



POPSU arrive à Château-Thierry afin d'orienter au mieux les stratégies urbaines à long terme

Château-Thierry - samedi 28 septembre 2019

« Popsu Territoires » : les habitants invités à se prononcer, à faire part de leurs expériences de leurs modes de vies, de leurs attentes... lors de rencontres dont celle de demain !



La question de l'urbanisme revêt un caractère essentiel pour l'avenir de Château-Thierry. Rénovation urbaine aux Vaucrises et à Blanchard, réhabilitation du cœur de ville, programmation urbaine du quartier de la gare... sont actuellement en cours.

Au vu des forces démographiques, économiques et sociales, il est aussi impératif de mieux penser la ville de Château-Thierry. La ville a ainsi candidaté pour que Château-Thierry fasse l'objet d'une vaste étude universitaire et pluridisciplinaire, dans le cadre des études dites « Popsu Territoires » des ministères des territoires et de la recherche.

Cette candidature a été retenue et l'étude a été lancée depuis l'hôtel de ville il y a plusieurs mois.

Un projet de recherche-action est mené à Château-Thierry (2019-2021) par des universitaires de Reims et de Paris. Ce projet vise à l'analyse des processus de redynamisation de la ville, à partir des transformations de son île. Le lancement officiel de l'étude s'est tenu le vendredi 25 janvier 2019 à l'Hôtel de Ville de Château-Thierry. Il s'agit de comprendre comment la ville est produite localement (et le rôle des habitants/usagers), la manière dont l'aménagement du site U1 peut accompagner des



dynamiques urbaines plus larges (quartier de gare et action cœur de ville) et la stratégie urbaine globale.

Dans ce cadre, **le 28 septembre prochain, est organisée une journée de découverte et d'échanges** consistant en un arpentage de la ville et un débat avec les habitants autour des récits et des cultures castels. Une exposition de la recherche-



action se tiendra en parallèle à la médiathèque jusqu'au 4 octobre.

Ce samedi 28 septembre, une belle opportunité sera donnée à chacun.e de prendre de la hauteur sur les



défis qui attendent la ville, mais aussi de constater en quoi Château-Thierry peut devenir un modèle pour d'autres villes de taille moyenne. Le parcours et les débats seront organisés par les chercheurs.

A ne pas manquer également : la **réunion de concertation jeudi prochain** sur l'étude du quartier de la gare. Fidèles à notre souhait d'innover en matière de démocratie locale, cette réunion sera animée par un cabinet indépendant.

Le maire Sébastien Euugène de conclure : *"alors que j'ai repris, depuis le mois de mai 2019, la gestion de l'urbanisme en direct, l'action de la municipalité en ce domaine pourrait désormais se résumer ainsi : « Rénover mieux, plutôt que construire plus"....*

LIBÉ DES GÉOGRAPHES

A Rouen, la mise en pièces d'une identité verte

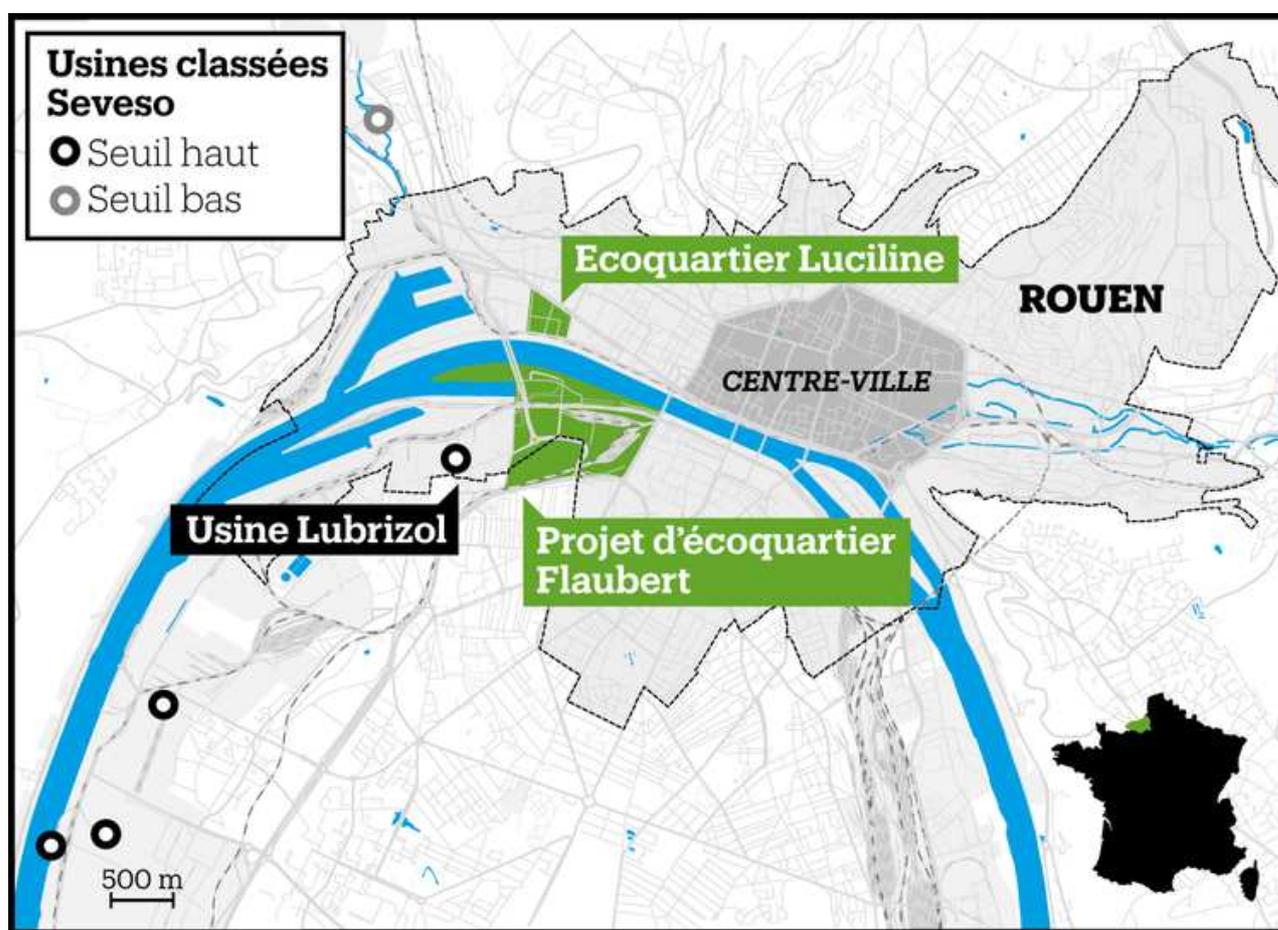
Par Arnaud Brennetot, Université de Rouen(<https://www.liberation.fr/auteur/20083-arnaud-brennetot>) — 2 octobre 2019 à 20:26



De la suie dans une entreprise de travaux agricoles à proximité de Rouen, vendredi. Photo Florence Brochoire

L'incendie de Lubrizol enrayer la transition environnementale lancée par les élus de gauche il y a vingt ans.

Le 24 septembre, deux jours avant l'incendie de l'usine Lubrizol, un quotidien régional titrait «Pour les élections municipales de Rouen, tous les candidats seront écolos». Une telle unanimité politique répond aux attentes des électeurs du centre-ville de plus en plus verts - dans la commune de Rouen, ils sont plus de 18 % à avoir voté Europe Ecologie aux européennes. Depuis plusieurs années, les ambitions vertes ont donc été déclinées à tous les échelons de la politique locale et sous toutes les formes : une COP 21 et un Giec locaux ont vu le jour, ainsi qu'un plan d'urbanisme intercommunal se donnant pour objectif de densifier la ville afin d'y améliorer les possibilités de desserte en transports en commun.



Reconquête

Parmi les symboles de cet élan figure la reconquête des berges de la Seine entamée dans le centre-ville il y a plus de vingt ans avec le programme «Seine Cité». Cela concerne l'aménagement des anciens quais en promenades, d'espaces verts dédiés à la détente et aux divertissements, la réalisation de l'écoquartier Luciline sur la rive droite en 2018, le lancement de l'écoquartier

Flaubert sur la rive gauche à partir de 2021. Avant l'accident, la reconquête des friches industrielles et portuaires qui jalonnaient les berges de la Seine contenait la promesse d'une transition vers un projet urbain plus durable, mais aussi d'une réconciliation possible entre les deux rives de la Seine longtemps opposées.

A LIRE AUSSI

Rouen : de la suspicion dans l'air(https://www.liberation.fr/france/2019/10/01/rouen-de-la-suspicion-dans-l-air_1754841)

L'alliance entre les maires socialistes de la rive Sud et les élus de gauche du centre-ville, dont les écologistes, a favorisé l'éclosion de projets ayant pour ambition tout à la fois de favoriser la transition environnementale et de permettre un rééquilibrage en faveur de la rive gauche avec l'implantation symbolique du siège de la métropole, l'ouverture de nouveaux espaces verts ou le projet d'une nouvelle gare. L'idée d'un nouveau départ semblait prendre corps au point que deux géographes, Xavier Desjardins et Jean Debrie, avaient pu récemment qualifier Rouen de «*métropole performative*» (1) : sans avoir tous les atouts des autres métropoles françaises, un nouveau récit était en train d'y être inventé et mis en œuvre.

A LIRE AUSSI

Libé des géographes - Pour une approche à odeur d'hommes(https://www.liberation.fr/debats/2019/10/02/pour-une-approche-a-odeur-d-hommes_1755080)

Las, la catastrophe provoquée par l'incendie de l'usine Lubrizol est venue briser ce rêve, rappelant que Rouen demeure une ville profondément industrielle, exposée à des risques technologiques excessivement élevés. Il a maintes fois été question depuis l'accident de la présence de plusieurs usines classées «Seveso seuil haut», d'entrepôts et de circuits de transport de matières hautement dangereuses dans l'agglomération même si, au-delà, c'est toute la vallée de la Seine en aval de Paris qui se trouve concernée par une concentration importante de risques industriels. Cette accumulation, qui renvoie à une longue histoire industrielle, a généré dans l'ensemble de la Basse-Seine une culture du risque profondément ambivalente, mélange de crainte et d'incrédulité face au ressassement de la possibilité du désastre. Ce fatalisme est à la fois partagé par les salariés de ces industries à hauts risques mais aussi, de façon plus diffuse, par les populations des espaces environnants.

A LIRE AUSSI

Libé des géographes - Industrie : barils en la demeure(https://www.liberation.fr/france/2019/10/02/industrie-barils-en-la-demeure_1755066)

La catastrophe, qui a touché indifféremment les divers types de quartiers de l'agglomération, a rappelé que les scénarios les plus noirs des documents de prévention sont toujours susceptibles d'advenir. Lorsque l'accident arrive, le caractère potentiel du risque se mue en réalité brutale, angoissante et stupéfiante. Il est alors trop tard. Depuis le 26 septembre, les discours rassurants des autorités n'y font rien. Si la panique générale et une exposition à des toxicités aiguës semblent avoir été évitées, la catastrophe a bien eu lieu et les incertitudes demeurent nombreuses. Pour beaucoup d'habitants, il faut maintenant vivre avec l'inquiétude que le danger est là, sorti de son antre mystérieux qu'est l'usine Seveso, qu'il est devenu volatile et insaisissable, qu'il a imprégné corps et paysages dans une ampleur et avec des effets à long terme qui ne sont de fait connus de personne.

Fragilité

La proximité de l'usine Lubrizol des nouveaux quartiers censés incarner le renouveau urbain souhaité par la métropole souligne la fragilité et les contradictions profondes du projet urbain rouennais, pris entre la perpétuation des logiques de la ville industrielle moderne et les espérances d'un nouveau rapport à l'environnement. De la catastrophe peuvent néanmoins surgir des formes de renouveau : l'inquiétude, la colère et la volonté de transparence provoquées par l'incendie et sa gestion par les pouvoirs publics laissent entrevoir la possibilité d'une appropriation plus démocratique des grands projets urbains. Il s'agit là d'une condition pour qu'un véritable débat s'engage et pour que des principes tels que la durabilité, la résilience et la solidarité urbaines sortent des cercles de la technocratie locale pour devenir de véritables aspirations collectives et partagées.

(1) «La métropole performative ? Récits et échelles de la fabrique institutionnelle métropolitaine de Rouen», Popsu, juin 2019.

[\(index.php\)](#)AGDE ([HTTPS://WWW.HERAULT-TRIBUNE.COM/VILLES/6-AGDE](https://www.herault-tribune.com/villes/6-agde)) BESSAN ([HTTPS://WWW.HERAULT-TRIBUNE.COM/VILLES/9-BESSAN](https://www.herault-tribune.com/villes/9-bessan)) CAP D'AGDE ([HTTPS://WWW.HERAULT-TRIBUNE.COM/VILLES/36-CAP-D-AGDE](https://www.herault-tribune.com/villes/36-cap-d-agde)) FLORENSAC ([HTTPS://WWW.HERAULT-TRIBUNE.COM/VILLES/10-FLORENSAC](https://www.herault-tribune.com/villes/10-florensac))<http://www.dailyemotion.com><https://www.herault-tribune.com>RUBRIQUES ([HTTPS://WWW.HERAULT-TRIBUNE.COM](https://www.herault-tribune.com))AGENDA ([INDEX.PHP?P=PART&SEARCHTYPE=2](index.php?p=part&searchtype=2))PROPOSER UN ARTICLE ([INDEX.PHP?P=PPOS](index.php?p=ppos))NEWSLETTER ([INDEX.PHP?P=PMLG](index.php?p=pmlg))PUBLICITÉ ([PUBLICITE-HERAULT-OCCITANIE.HTML](publicite-herault-occitanie.html))JEUX CONCOURS ([INDEX.PHP?P=P70](index.php?p=p70))MAGAZINE ÉTÉ ([INDEX.PHP?P=P35](index.php?p=p35))CONTACT ([INDEX.PHP?P=PCTC](index.php?p=pctc))

(INDEX.PHP) ACTUALITÉS : MARSEILLAN - RÉUNION PUBLIQUE POPSU LE LUNDI 7 OCTOBRE 2019

Tweeter

https://www.herault-tribune.com/pub.php?Ct_Pub_Id=2533

https://www.herault-tribune.com/rep/rep_article/2019-10-03_164917_Marseillan-plage.jpg
 07-10-19 : MARSEILLAN - Réunion publique "POPSU" le lundi 7 octobre 2019

Les petites villes sont des chaînons essentiels de l'armature urbaine française. Aux côtés des territoires ruraux, elles constituent la réalité quotidienne de nombreux ménages. Cependant, elles connaissent parfois des difficultés en matière d'activité commerciale et économique, d'accès aux services publics, de consommation foncière ou encore de mobilisation de leurs ressources territoriales (agricoles, culturelles, sociales, etc.). Dans le même temps, elles peuvent disposer de capacités d'innovation, afficher de bons indicateurs globaux. **Vulnérables ou inscrites dans des trajectoires solides, isolées ou sous influence métropolitaine, les petites villes recouvrent une extrême diversité de situations que le programme « Territoires » de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines vient explorer.**

Ce programme vise, par le croisement des savoirs scientifiques et opérationnels, à mieux connaître les processus qui transforment les petites villes et les ruralités françaises.

Il s'inscrit dans le cadre de l'action gouvernementale pour la redynamisation des centralités des villes petites et moyennes, au travers notamment de l'Action Coeur de Ville et des programmes destinés aux petites centralités.

Pour ce faire, **des équipes de chercheurs organisent une observation in situ des territoires**, à travers des études de cas approfondies permettant d'expliquer échecs ou réussites, puis de proposer des pistes d'action. Sept petites et moyennes villes sont partenaires de la première session du programme : Briançon, Château-Thierry, Marseillan, L'Isle-sur-la-Sorgue, Rive-de-Gier, Saint-Loubès et Vitry.

Le programme aspire à créer une dynamique de collaboration qui permette un enrichissement réciproque des élus, des praticiens de la ville, des concepteurs architectes et urbanistes, des chercheurs de diverses disciplines et des citoyens.

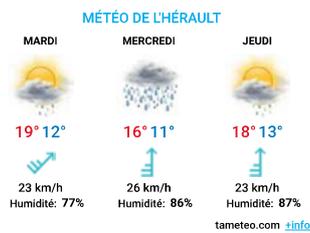
Des **Forums hors-les-murs ouverts au grand public** sont organisés au sein des sept villes partenaires du programme, **en partenariat avec la Cité de l'architecture et du patrimoine.**

Comme 6 autres petites et moyennes villes françaises, Marseillan soutient et participe au programme de recherche-action **POPSU territoires**. Sous la responsabilité scientifique de **Joël Idt**, maître de conférence en urbanisme et aménagement au Lab'Urba de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, cette recherche examine **l'impact des variations démographiques saisonnières liées au tourisme sur l'aménagement et la gestion d'une ville.**

Le Forum aura lieu à Marseillan le **lundi 7 octobre 2019** en présence de **Yves Michel, Maire de Marseillan** et **d'Hélène Peskine, Secrétaire permanente du Plan Urbanisme Construction Architecture** (Ministère de la Transition écologique et solidaire, Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales), et de **Sandra Marsaud, Députée de Charente**. Cet événement comportera deux séquences distinctes.

- Il s'agira en premier lieu **d'un séminaire fermé** rassemblant les acteurs du territoire, les représentants d'autres villes concernées par ce phénomène de saisonnalité touristique, et les chercheurs. Il visera à approfondir certaines problématiques structurantes dans le cas de Marseillan, puis à mettre en perspective la situation de Marseillan avec celle de communes confrontées à des problématiques comparables.

- Une seconde séquence, ouverte au public, co-organisée par **la Cité de l'Architecture et du Patrimoine**, aura lieu de **16h30 à 18h30 dans la salle Paul Arnaud (23, avenue Victor Hugo)**. Ce « forum hors les murs » consistera en deux table-rondes ayant pour but de revenir sur l'histoire du développement balnéaire depuis la création de Marseillan-Plage après-guerre, mais aussi de



DERNIÈRES VIDÉOS(HTTP



A PARTAGER - La vidéo choc de la pollution des ...

monciné
CINÉMAS 9 SALLES POLYGONE BÉZIERS

Cinéma

Immobilier

<https://www.santoni.fr/>

Publié le 06/10/2019 à 01:52

🕒 /

Modifié le 06/10/2019 à 01:57

🔗 24 partages 🏠 **Urbanisme**, Marseillan

La population est invitée, **lundi 7 octobre**, à un forum participatif ayant pour thème "Les perspectives d'évolutions des stations balnéaires sur le littoral languedocien et plus localement sur Marseillan-Plage".

Une étude, menée par une équipe de chercheurs en urbanisme de l'Université Paris-Est, a été engagée cette année à Marseillan. Elle s'inscrit dans le programme "Popsu territoires" et porte sur l'impact des variations démographiques saisonnières liées au tourisme sur l'aménagement et la gestion d'une ville.

Marseillan, qui connaît des variations démographiques intenses entre la haute et la basse saison touristique, a été retenue par l'équipe de recherche comme étude de cas principale, en accord avec la commune qui soutient la démarche.

Après un premier temps rassemblant des acteurs du territoire, une seconde séquence, ouverte au public, aura lieu de 16 h 30 à 18 h 30, salle Paul-Arnaud.

Ce "forum hors les murs", co-organisé par la Cité de l'architecture et du patrimoine, consistera en deux tables rondes ayant pour but de revenir sur l'histoire du développement balnéaire depuis la création de Marseillan-Plage après-guerre, mais aussi de questionner les perspectives d'évolution des stations balnéaires sur le littoral languedocien. Cet événement se conclura en fin d'après-midi par un pot organisé à l'intention de l'ensemble des participants.

MIDI LIBRE

L'immobilier à Marseillan



170100 €



678000 €



749000 €

FORUM POPSU

Ce forum a eu lieu lundi 7 octobre salle Paul Arnaud.

Le POPSU est une plateforme d'observations de projets et de stratégies urbaines dont le programme consiste par le croisement de savoirs scientifiques à mieux connaître le processus de transformation des petites villes et des ruralités, examine l'impact des démographies saisonnières liées au tourisme et Marseillan fait partie de ces villes choisies dans le cadre de l'action du gouvernement.

Cette journée s'est déroulée en deux temps en présence et sous la responsabilité de M. Idt maître de conférence en urbanisme au Lab'Urba de l'Université Paris Est, de Mme Hélène Peskine Secrétaire du Plan Urbanisme au Ministère de la Transition Ecologique, de Mme Marsaud députée de Charente, du maire Yves Michel et d'élus de la commune.

Le matin était réservé à un séminaire fermé avec différents acteurs du territoire et des représentants d'autres villes (dont le député de l'Aude M. Alain Péréa), concernées par le phénomène touristique.

A partir de 16h30 la séquence était ouverte au public.

C'est M. Albert Arnaud qui a rappelé l'histoire du développement balnéaire de Marseillan-Plage sur une initiative du maire bâtisseur M. Filliol et sa spécificité de création d'avant garde puisqu'elle a vu le jour avant le plan Racine suite à l'acquisition d'un terrain de 20 ha par ce maire en 1945.

Très vite elle s'est révélée attractive puisque de 8000 habitants elle passe à 60 000 pendant la saison estivale.

Se sont ensuite posées les perspectives d'évolution de ces stations balnéaires du littoral en raison du réchauffement climatique et des mesures globales instituées sans prendre en compte la spécificité de chaque territoire.

Un débat riche qui pose le problème du devenir de ces communes qui ont investi pour l'accueil touristique.

cliquer sur l'image pour l'agrandir



Comme l'a souligné le maire Yves Michel, de plus, beaucoup de résidences secondaires du fait de la retraite des acquéreurs deviennent au fur et à mesure des résidences principales ce qui augmente considérablement le nombre d'habitants permanents.

Faut-il continuer le développement des infrastructures mises en place au fil des ans (gestion des services, équipements urbains, commerces) c'est le questionnement fort que pose cet héritage de ces aménagements créés en raison de ce tourisme de masse de la moitié du 20ème siècle.

Un véritable paradoxe pour ces stations touristiques et pour leurs dirigeants en espérant que la transversalité des études menées auprès des 7 communes de cette première session (Isle-sur-Sorgue, Chateau-Thierry, Rive-de-Gier, Briançon, St Loubès, Vitry, Marseillan) puisse apporter des solutions à ces problèmes.

C. Gressier

Tweeter

OUVRAGES SUR MARSEILLAN

La légende attribue la fondation de Marseillan à des commerçants de Marseille qui furent les premiers à installer des comptoirs commerciaux autour de notre bassin. Grâce à sa situation exceptionnelle entre mer, vignes et étang, Marseillan a su allier l'attrait d'une station balnéaire, avec sa plage de sable fin, à son folklore et ses pêches traditionnelles. La vigne apportée par les Phocéens a toujours permis de produire des vins de très grande qualité.

A l'aide de 230 cartes postales et photographies anciennes, l'auteur nous emmène à la rencontre des artisans, commerçants et autres petits métiers qui ont animé la cité au bénéfice de ses habitants. Passionné par la recherche iconographique et l'histoire populaire de Marseillan, Jean-Vincent Molino travaille depuis 40 ans à la sauvegarde de ce patrimoine local que certains ont connu ou méconnu, espérant retracer le charme, l'ambiance et les souvenirs de ces époques aujourd'hui révolues. > [Marseillan par Jean-Vincent Molino](#)



Pour être complet, il faut signaler un livre rare et difficile à trouver aujourd'hui, réalisé par des amoureux du village avec la collection iconographique exceptionnelle de Monsieur Jean-Vincent Molino. "Marseillan d'hier et d'aujourd'hui" (Les Editions du Mistral).



[Cliquez sur l'image pour télécharger le guide des Animations de Marseillan](#)



[Cliquez sur l'image pour télécharger le guide d'Accueil de Marseillan](#)

THAU ÉCHOS

ECHOS

BALARUC LES BAINS

BALARUC LE VIEUX

BOUZIGUES

FRONTIGNAN

GIGEAN

LOUPIAN

MARSEILLAN

[Je me souviens à Marseillan](#)

MÈZE

MIREVAL

MONTBAZIN

POUSSAN

SÈTE

VIC LA GARDIOLE

VILLEVEYRAC

SÈTE AGGLOPÔLE
MÉDITERRANÉE

HÉRAULT

OCCITANIE



[site officiel de la ville de Marseillan](#)

CORRESPONDANT MARSEILLAN

A Marseillan, Claude Gressier est la correspondante de Thau-info

06 20 86 26 09
claudie@thau-info.fr

Publié le 12/10/2019 à 01:32

🕒 /

Modifié le 12/10/2019 à 01:32

👤 2 partages 📌 **Société**, Marseillan

Marseillan accueillait, le 7 octobre à la salle Paul-Arnaud, un forum organisé par les chercheurs de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu).

Cette rencontre a été l'occasion de poser différentes questions sur les grandes variations démographiques, autant saisonnières qu'à long terme, liées au tourisme, d'analyser leurs influences sur le développement de la ville, mais aussi d'aborder le cas de l'aménagement urbain, la gestion des services, des équipements et commerces, et même de la vie locale. Étroitement liée à l'essor de sa fonction touristique avec la création, en 1947, de la station balnéaire de Marseillan-Plage, une des premières aménagées, cette réunion, en présence du maire, d'élus et différents acteurs locaux, a permis de comparer la commune à d'autres territoires soumis aux mêmes problématiques. Son histoire a été évoquée par l'historien Albert Arnaud.

Choisie parmi les villes partenaires du programme, le cas de Marseillan interroge plus globalement les perspectives d'évolution, de développement et d'aménagement des villes touristiques, notamment les stations du littoral. Il questionne l'héritage des aménagements du tourisme de masse de la seconde moitié du XXe siècle et son extension géographique, sous l'impulsion d'acteurs économiques privés à partir des années 1980, ainsi que la politique d'investissement municipale, lancée après 2008, et ses principales traductions, en termes d'aménagement, à Marseillan et Marseillan-Plage.

Une population multipliée par six l'été

En effet, la ville, qui compte près de 10 000 habitants, voit sa population passer à 60 000 personnes en période estivale. Le programme Popsu territoire a apporté quelques éléments de réponse à diverses questions, non seulement pour enrichir la connaissance, mais aussi pour accompagner les décisions des élus et des praticiens. Il a permis de restituer les résultats des études de cas, et de faire en sorte que ces derniers puissent nourrir l'action publique et les décideurs locaux.

MIDI LIBRE

L'immobilier à Marseillan



[\(index.php\)](#)

AGDE (<https://www.herault-tribune.com/villes/6-agde>) BESSAN (<https://www.herault-tribune.com/villes/9-bessan>) CAP D'AGDE (<https://www.herault-tribune.com/villes/36-cap-d-agde>) FLORENSAC (<https://www.herault-tribune.com/villes/10-florensac>)

<http://www.dailymotion.com>

<https://www.herault-tribune.com>

RUBRIQUES (<https://www.herault-tribune.com>)

AGENDA ([INDEX.PHP?P=PART&SEARCHTYPE=2](index.php?p=part&searchtype=2))

PROPOSER UN ARTICLE ([INDEX.PHP?P=PPOS](index.php?p=ppos))

NEWSLETTER ([INDEX.PHP?P=PMLG](index.php?p=pmlg))

PUBLICITÉ ([PUBLICITE-HERAULT-OCCITANIE.HTML](publicite-herault-occitanie.html))

JEUX CONCOURS ([INDEX.PHP?P=P70](index.php?p=p70))

MAGAZINE ÉTÉ ([INDEX.PHP?P=P35](index.php?p=p35))

CONTACT ([INDEX.PHP?P=PCTC](index.php?p=pctc))



https://www.herault-tribune.com/pub.php?Ctt_Pub_Id=2514

https://www.herault-tribune.com/rep/rep_article/2019-10-14_103442_cbe0f08b11838fd58db25aff4081e502d693c8c3100246502a0db1ccae389f23-850x470-c-center.jpg

MARSEILLAN - Retour sur le forum POPSU Territoires

Du 7 au 8 octobre a eu lieu un séminaire recherche/action ayant pour thème "Paradoxes et évolutions contemporaines des stations balnéaires littorales : le cas de Marseillan".

Cette étude est menée par une équipe de recherche en urbanisme de l'Université de Paris-Est qui s'inscrit dans le programme "POPSU territoires*".

Le cas de Marseillan interroge plus globalement les paradoxes et les perspectives d'évolution, de développement et d'aménagement des villes touristiques et des stations du littoral, et questionne l'héritage des aménagements du tourisme de masse de la seconde moitié du XXe siècle.

***POPSU territoires :** Lieu de convergence des milieux de la recherche et de ceux qui font et gouvernent les villes, la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines - POPSU - croise les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions associés aux villes et aux territoires. Elle capitalise, à des fins d'action, les connaissances établies sur les métropoles et en assure la diffusion auprès de publics divers : professionnels, académiques, grand public...

Ayez le réflexe

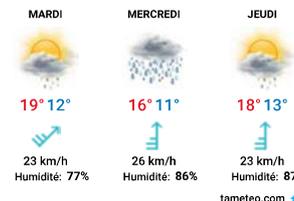
heraulttribune.com

L'info locale au quotidien

La ville de MARSEILLAN (14-10-19) 861 vues

https://www.herault-tribune.com/pub.php?Ctt_Pub_Id=2279

MÉTÉO DE L'HÉRAULT



DERNIÈRES VIDÉOS(HTTP



A PARTAGER - La vidéo choc de la pollution des ...



<https://www.santoni.fr/>

Aménagement : une deuxième saison d'enquête sur les villes moyennes

Marie-Douce Albert | le 24/10/2019 | [Plan urbanisme construction architecture \(Puca\)](#), [France entière](#)

Ma newsletter personnalisée

Treize nouveaux projets de recherche ont été sélectionnés dans le cadre du programme « Territoire » de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines, alias Popsu, lancé en 2018. Les villes choisies feront l'objet d'études de terrain poussées.

En 2018, le Plan urbanisme construction architecture (Puca) inaugurerait le [programme « Territoire »](#). Placé dans le cadre de "Popsu", la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines, le dispositif vise à mieux connaître les réalités de villes dites moyennes (moins de 20 000 habitants). Au cours des derniers mois, des équipes de chercheurs en architecture ou en urbanisme ont donc essaimé dans sept communes (*) et, en association avec les collectivités locales, en ont étudié, au plus près, les dynamiques ou les difficultés. « Ces travaux ont vocation à éclairer l'action des décideurs, et notamment des élus », précise Jean-Baptiste Marie, directeur de [Popsu](#). A lors qu'une journée de forum permettra de restituer, le 17 décembre prochain à la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris, les apports de ces premières enquêtes au niveau national, une deuxième salve de recherches débute.

A l'issue d'un deuxième appel à candidatures adressé aux chercheurs, l'instance de sélection présidé par Jean-Marc Offner, à la fois directeur de l'a-urba, l'agence d'urbanisme de la métropole bordelaise et directeur du Conseil stratégique de Popsu, 13 projets d'études dans autant de villes ont été désignés le 30 septembre dernier.

Projets lauréats

Les recherches-actions suivantes seront donc engagées :

- Magny-en-Vexin (Val-d'Oise) : « une petite ville sous influence métropolitaine... à la recherche de son territoire perdu », portée par Luc Vilain (Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles – LeaV).
- Digne-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence) : « Révéler la ville à travers l'étude des externalités de ses tiers-lieux », portée par Nadine Richez-Battesti (Aix Marseille Université – LEST-CNRS).
- Villers-Semeuse (Ardennes) : « Entreprendre une transition des mobilités, prospective dans une commune périurbaine peu dense », portée par Céline Burger (Université de Reims Champagne-Ardenne – IATEUR).

- Roscoff (Finistère) : « Entre science et industrie, une petite ville à la croisée des réseaux mondialisés et de nouveaux sentiers de développement », portée par Josselin Tallec (Université Grenoble Alpes – PACTE).
- Longuenée-en-Anjou (Maine-et-Loire) : « La commune nouvelle fait-elle territoire ? Comprendre les impacts d'une fusion communale sur l'organisation spatiale, fonctionnelle, économique et sociale », portée par Annabelle Morel-Brochet (Université d'Angers – ESO).
- Ambert – Livradois-Forez (Puy-de-Dôme) : « Déployer une démarche de revitalisation de centres-bourgs face à la vacance », portée par Yoan Miot (Université Paris-Est Marne-la-Vallée – LATTTS).
- Vire (Calvados) : « La résistance de l'industrie », portée par Gilles Crague (Ecole Nationale des Ponts-et-Chaussées – CIRED).
- Agglomération d'Épinal (Vosges) : « Habiter et vieillir chez soi : trajectoires résidentielles et dynamiques territoriales », portée par Frédéric Balard et Elsa Martin (Université de Lorraine – 2L2S).
- Tournus (Saône-et-Loire) : « La démocratie alimentaire comme enjeu de capacitation territoriale », portée par Dany Lapostolle (Université de Bourgogne Franche-Comté – ThéMA).
- Foix (Ariège) : « Action culturelle et bien-vivre : la place de la jeunesse », portée par Mariette Sibertin-Blanc (Université Toulouse Jean-Jaurès – LISST).
- Lodève (Hérault) : « D'un quartier prioritaire à un territoire en transition, une approche holistique », portée par Anne Sistel (Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier – LIFAM).
- Arvieu (Aveyron) : « Territoires numériques, entre ruralité et urbanité ? Etude sur l'impact de l'innovation numérique dans une commune rurale », portée par Alessia de Biase (Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris La Villette – LAVUE).
- Nozay (Loire-Atlantique) : « Apprendre du premier Réinventer Rural, les vecteurs d'attractivités d'un territoire », porté par Yvan Okotnikoff (Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Belleville – IPRAUS).

(*) La première session a permis d'étudier Marseillan (Hérault), Château-Thierry (Aisne), Rive-de-Gier (Loire), Vitré (Ille-et-Vilaine), L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), Saint-Loubès (Gironde) et Briançon (Hautes-Alpes).

GRENOBLE

La résilience porteuse de promesses, de visions partagées et de coopérations ?

[Par **Anne Quantin Pottecher**, responsable communication et **Gabriel Jourdan**, chargé d'études principal mobilités/territoire, AURG]

La question du risque, en région grenobloise, est complexe, prégnante et sensible. Dans un contexte d'urgence climatique aux conséquences intenses sur ce territoire, c'est un signal fort dont l'Agence s'est saisie pour explorer les questions de résilience urbaine. Loin de la seule question du risque, elles embrassent le projet de société et la stratégie des territoires, et s'affranchissent des limites institutionnelles. Une chance à saisir pour inventer l'avenir de la région grenobloise ? Initié par le Conseil scientifique de l'Agence, c'était le sujet du Grand A 2018 dont sont livrés ici les principaux enseignements.

Vers une métropole résiliente face aux risques

Alors que la métropole grenobloise cumule des risques hydrométéorologiques, gravitaires, sismiques et technologiques, elle fait de la prévention des risques un cheval de bataille. Aujourd'hui, avec une majorité de la population et plusieurs milliers d'emplois exposés, elle s'engage dans une stratégie de résilience qui veut objectiver les risques et les contextualiser dans une perspective de rebond rapide post-événement. Cet enjeu se traduit dans la planification mais aussi à travers une connaissance élargie (30 nouvelles cartes d'aléas multirisques), une étude globale de la vulnérabilité aux inondations, une OAP « Risques et Résilience » dans son PLUi (première en France.) En termes opérationnels, plusieurs projets structurants illustrent déjà l'engagement métropolitain. Concernant les volets organisationnels et culturels, de nombreuses actions sont à l'étude pour construire une culture du risque avec les habitants. Enfin, la reconnaissance du territoire, des compétences et des actions partenariales, devra se traduire dans les PPRi et les PPRn portés par l'Etat. Ce afin d'accompagner plus sagement la mutation et l'adaptation du territoire, en évitant de le figer dans sa vulnérabilité.

Vers une métropole résiliente « tout court »

Bien que cruciale à Grenoble, la question du risque ne peut être seule fondatrice d'une stratégie de résilience. Selon Magali Talandier, directrice du projet de recherche Popsu Métropoles, la question de la capacité de résistance et d'adaptation du territoire aux chocs se pose aujourd'hui avec acuité en matière économique. Fragilisées par la crise de 2008, la métropole grenobloise et sa région ont en effet à faire face à d'importants

bouleversements qui affectent, voire remettent en question, la vivacité historique du fameux triptyque Recherche - Université - Industrie. Dans un climat d'urgence environnementale et sociale, la somme des défis interroge la capacité d'adaptation et d'anticipation de la métropole, autant qu'elle nécessite des réponses nouvelles. Un contexte qui a conduit une équipe de chercheurs grenoblois (UGA-Pacte / GEM / Ensag / Cresson), accompagnés des techniciens de la Métropole et de l'Agence, à s'intéresser à la capacité de résilience du territoire. Conçu pour deux ans, le projet Popsu Métropoles grenoblois s'articule autour de trois axes : métropole expérimentale - montagne - hospitalière. Trois défis intrinsèquement soumis à la question de la complémentarité et de l'interdépendance entre la métropole et l'ensemble des territoires de la grande région grenobloise.

Les 7 enseignements de Grand A – La rencontre

À la fois impliquée dans le PLUi métropolitain et dans le programme Popsu, l'Agence, avec son conseil scientifique et ses partenaires universitaires, s'est saisie de ces questionnements. Ce fut le thème exploratoire de l'année, au sein d'ateliers étudiants conduits avec l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine (IUGA), l'école d'architecture (Ensag), la faculté de droit et Sciences Po. Il s'est conclu fin 2018 par un grand débat organisé par l'Agence à Grenoble, réunissant 150 personnes (élus, techniciens, universitaires...) autour d'experts nationaux. Des pistes ont émergé pour les travaux futurs de l'Agence.

1. La résilience ne se limite pas aux risques naturels ou technologiques.
2. Elle appelle à identifier et croiser plusieurs facteurs.

3. Elle nécessite de pré-identifier « les éléments que l'on est prêt à abandonner ou à changer » en cas de crise.
4. Elle est facteur de renouveau pour la prospective.
5. Elle nécessite de faire appel aux ressources propres du territoire.
6. L'action publique ainsi que l'auto-organisation des citoyens et entreprises sont des clés de réussite...
7. ...Autant que le développement des solidarités et le renforcement du cadre démocratique de nos sociétés.

Quelles suites pour l'agence ?

Dans le prolongement des réflexions, un nouveau partenariat Agence - Université, complété d'autres partenaires associatifs, institutionnels ou scientifiques, s'est noué cette année. L'IUGA mobilise des étudiants de trois masters d'urbanisme pour explorer les chemins de résilience de la région grenobloise face aux grandes menaces systémiques, l'objectif commun étant de poser les bases d'un diagnostic. Au-delà de l'identification de ces menaces, il permettrait d'identifier les ressources dont dispose le territoire grenoblois pour renouveler son modèle d'aménagement et de développement. ■



Crue de l'Isère qui a atteint 3,38 m de hauteur à l'échelle limnimétrique de la station Grenoble-Bastille et qui a donc dépassé les hauteurs des crues de 1968 et mars 2001 à cette station.



Rive droite

La ville de demain au cœur d'un forum

285 mots

5 novembre 2019

[Sud Ouest](#)

SQUEST

BORDEAUX / CUB

201

Français

Copyright 2019 Sud Ouest All Rights Reserved.

Dans le cadre du projet de recherche Métropolisation et transition post-pavillonnaire, un forum Popsu Territoires sera organisé, jeudi 14 novembre à La Coupole. Dans la perspective d'une densification vertueuse de la commune, le projet est porté par une équipe pluridisciplinaire de chercheurs bordelais et financé par l'agence d'urbanisme Bordeaux Métropole Aquitaine (A'Urba). Ces séminaires s'intéressent aux petites villes et aux ruralités et permettent d'identifier des orientations pour accompagner leur développement (voir le site : urbanisme-puca.gouv.fr)

L'évolution du logement

La commune se trouve confrontée à la demande de logement croissante sur le territoire de la métropole bordelaise. Le récent essor démographique loubésien a modifié le paysage urbain, qui s'est développé, dans sa périphérie, avec des logements pavillonnaires. Malgré tout, Saint-Loubès accuse un déficit de logements locatifs sociaux.

Le centre d'innovation sociétale de la Ville (Forum Urbain), Marie Bova, adjointe, déléguée à l'urbanisme, au cadre de vie et au développement durable, et Amilcar Martily, responsable du service urbanisme, sont chargés de l'organisation de ce séminaire. Julie Amba, doctorante en sociologie urbaine et son directeur de thèse Xavier Guillot, ont convié les chercheurs, bailleurs sociaux, agences et acteurs du territoire, pour croiser les savoirs scientifiques et opérationnels et réfléchir à des nouveaux outils pour orienter l'action publique.

Le séminaire se tiendra de 13 h 30 à 17 heures et sera suivi d'une rencontre avec les Loubésiens de 17 heures à 18 h 30. Les habitants auront la possibilité de visiter l'exposition photographique sur les transformations urbaines et échanger sur les formes d'habitat d'aujourd'hui et de demain.

SUD OUEST

Document SQUEST0020191105efb50005r

Sommaire de la recherche

Text	La ville de demain au cœur d'un forum
Date	Au cours du dernier mois
Source	Toutes les sources
Auteur	Tous les auteurs
Société	Toutes les sociétés
Sujet	Tous les sujets
Secteur économique	Tous les secteurs économiques
Région	Toutes les régions
Langue	Allemand ou Anglais ou Arabe ou Français
Résultats trouvés	1
Horodatage	12 novembre 2019 16:34

40e Rencontre des agences d'urbanisme : comment penser les plaies de l'"ultra-métropolisation"

Publié le 12 novembre 2019 - par Morgan Boëdec / MCM Presse pour Localtis - dans AMÉNAGEMENT ET FONCIER

 Ile-de-France  Grand Est

"Nous avons besoin d'un nouveau modèle urbain", a pressé le 8 novembre la ministre Élisabeth Borne en clôture de la 40e Rencontre des agences d'urbanisme. Un modèle qui saurait répondre au malaise généré par le "tout métropolitain" en le soignant par plus de solidarités territoriales. Douce utopie ? Florilège d'analyses d'élus et d'urbanistes recueillies lors de ce colloque qui a réuni une centaine d'élus et d'urbanistes trois jours durant en Île-de-France.



Plus d'interdépendance, moins d'indifférence. Ou plus de coopération et moins de confrontation. Derrière ces beaux slogans, une réflexion fait florès dans le champ de l'urbanisme et de ces agences qui se présentent comme les bras droits des collectivités : assumer la diversité des territoires pour mieux les relier, en maximisant leurs synergies. "Par exemple entre des quartiers que tout oppose, le défi pour un élu consiste à forger des récits partagés, quels que soient les moyens. Dans ma ville, cela se joue notamment à travers l'art mural ou les jardins partagés", a témoigné François de Mazières, maire de Versailles (Yvelines), lors de cette 40e Rencontre des agences d'urbanisme (AU) qui s'est tenue du 6 au 8 novembre en Île-de-France.

Deux dirigeants d'établissement public et entreprise de service bien connus des élus locaux, l'agence de l'eau Seine-Normandie et Réseau de transport d'électricité (RTE), ont aussi illustré cette réflexion par leur application à "faire vivre ces solidarités territoriales", qu'elle soit amont-aval pour prévenir les inondations à l'échelle d'un bassin versant ou qu'il s'agisse d'une "solidarité électrique" pour orienter les excédents d'électricité produite, par exemple en Centre-Val de Loire ou Normandie, vers des zones déficitaires (Bretagne, Île-de-France). "C'est bien sauf qu'on a beau chasser des périmètres de politiques publiques, souvent ils reviennent aussitôt au galop", ose cavalièrement Jean-Marc Offner, à la tête de l'AU de la métropole bordelaise (a'urba) et de la plateforme [Popsu](#). S'il manque des méthodes, ce serait donc

dans ce vaste champ de l'interterritorialité, un concept revenant sur le devant de la scène à l'heure de la défiance des élus locaux à l'égard du couple région-métropole.

Un couple facteur d'équilibre, a nuancé la présidente de région Valérie Pécresse, pour qui cet échelon régional sert justement à "rétablir les solidarités et agir comme un antidote à l'ultra-métropolisation". Si la métropolisation génère des contradictions, elle ne divise pas forcément l'espace national. Des exemples de "territoires intermédiaires" - villes petites et moyennes, espaces ruraux et périurbanisés - "agissant en complémentarité des espaces métropolisés, parfois en concurrence mais aussi en autonomie", ont ainsi été mis en avant et explorés au fil d'ateliers et de visites rythmant ces trois journées.

Prenant l'exemple de sa communauté urbaine, la présidente du Grand Reims, Catherine Vautrin, invite pour sa part à inverser le regard sur les campagnes et cite un outil de gouvernance : "Betterave et champagne se portant bien, des communes rurales y sont plus aisées qu'en centre urbain et ne regardent pas la ville avec envie. L'enjeu étant de construire un projet commun à l'échelle de ce bassin de vie, nous avons misé sur un mode de gouvernance impliquant les maires mais sans les contraindre à des projets, grâce à un droit de veto original instauré dans notre charte à leur profit."

Sensibles à la notion de "biorégion", qui correspond à un territoire dont les limites ne sont pas définies par des frontières politiques mais par des limites géographiques tenant compte des communautés humaines et des écosystèmes, les urbanistes ont aussi entendu la bonne parole de Jean Rottner, président de la Fédération nationale des AU ([Fnau](#)) qui coorganisait cette rencontre. La région Grand Est qu'il préside a scellé l'an dernier un "bio-pacte" avec ses voisines Hauts-de-France et Île-de-France pour mettre en commun leurs politiques et leurs efforts d'expérimentation sur ce vaste espace agricole. "Nous avançons et d'autres domaines que celui de la bioéconomie, par exemple l'intelligence artificielle, gagneraient en force à travers ces synergies entre exécutifs régionaux", glisse-t-il. "Tout cela est bien la preuve que c'est la complémentarité entre territoires qui doit guider nos actions et irriguer nos méthodes. C'est un objectif à ne plus perdre de vue", a résumé un second ministre, Julien Denormandie, pour clôturer ce colloque anniversaire.



VOIR AUSSI

APPRENDRE DES PETITES VILLES LA RECHERCHE AU RISQUE DE L'ACTION

> 17 décembre 2019, Auditorium de la Cité de l'Architecture & du Patrimoine

L'observation à la loupe des petites villes est une préoccupation partagée par les acteurs, les élus et chercheurs. Abordées sous l'angle de leurs vulnérabilités ou de leurs présumés manquements par rapport aux métropoles, elles sont les premières confrontées au rétrécissement urbain, notamment en Europe de l'Est et dans les anciennes régions industrielles d'Europe de l'Ouest. La fragilité a priori plus forte de ces petites villes, frappées par le recul de l'État aménageur, la désindustrialisation, ou une attractivité commerciale en berne, n'est cependant pas une fatalité. Au même titre que les métropoles, elles disposent de capacités d'innovation, puisqu'elles réinventent des modes d'actions centrés sur la mise en valeur des proximités, sur la force des liens faibles, en mobilisant leur patrimoine, leurs ressources et leurs aménités.

C'est autour de ces problématiques que le Forum national POPSU Territoires, qui se tiendra le 17 décembre, rendra compte des réflexions engagées localement. Pour ce faire, il s'appuiera sur les croisements et les comparaisons entre les travaux des différentes équipes, composées d'élus, d'acteurs et de chercheurs impliqués dans le programme. Car vingt-et-une villes sont désormais engagées dans le programme "Territoires" de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines. Ce qui permettra d'interroger les transitions – écologiques, sociales, économiques – dont les petites villes sont le creuset, au-delà des critères de définition de l'objet "petite ville" ou de leur place dans l'armature urbaine.

C'est d'ailleurs là toute la richesse et spécificité du programme POPSU Territoires, qui propose d'enrichir la connaissance sur les petites villes et les ruralités, mais aussi d'accompagner les décisions des élus et des praticiens qui y interviennent. Pour y parvenir, le programme mobilise des équipes de recherche, qui associent universitaires, bureaux d'études et différentes parties-prenantes, qui travaillent ensuite en étroite collaboration avec les élus et les services de municipalités ou d'établissements intercommunaux. Ces équipes interrogent les dynamiques territoriales en ayant recours aux méthodologies de l'étude de cas, c'est-à-dire en travaillant sur le terrain à propos d'enjeux ciblés. La connaissance fine des situations permet par la suite d'identifier des pistes d'intervention pour l'avenir et des pistes d'analyse des grands processus qui structurent le devenir de tout ou partie des territoires non-métropolitains.

Au-delà du forum national, la restitution au public des travaux réalisés sur les 7 sites retenus en 2018 ponctue le programme. Organisés en partenariat avec la Cité de l'architecture & du patrimoine et ouverts à la société civile, ces événements sont l'occasion de débats, de performances artistiques et d'exercices prospectifs permettant de nourrir l'action publique et d'enrichir la connaissance des territoires. À ces premiers territoires s'ajouteront par la suite 13 nouveaux sites. En effet, le 30 septembre 2019, un jury national de sélection de projets de recherche POPSU Territoires s'est réuni sous la présidence de Jean-Marc Offner, Président du Conseil stratégique de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines. Les membres du jury ont choisi de désigner comme lauréats dix projets de recherche-action et 3 projets complémentaires.

✓ www.popsu.archi.fr/popsu-territoires

les transformations structurelles de la société contemporaine est au cœur de ses travaux. Il a développé la thèse de l'hypermodernité : non la fin de la modernité ou du capitalisme, ou de la ville, mais au contraire leur "exagération", leur "radicalisation". En 2007 il analysait comment l'écologie ouvrirait des possibilités de rebond grâce à de nouvelles "marchandises écologiques", et les nouvelles techniques énergétiques comme alternatives aux changements des modes de vie ou aux changements dans les conceptions urbanistiques. Ses analyses portent aussi bien sur la vie quotidienne que sur la constitution de la société ou l'organisation de l'espace. Fondateur de l'Institut pour la ville en mouvement, il a défendu le droit à la

mobilité dans un contexte d'individuation et d'urbanisation croissantes. Cette rencontre, à partir des thèmes majeurs développés par François Ascher (l'individu, l'hypermodernité, la métropole), réunira des chercheurs de disciplines diverses, des acteurs de la ville et des concepteurs. Elle est réalisée avec le soutien du Plan urbanisme construction architecture, du ministère de la Transition écologique et solidaire, du ministère de la Cohésion des territoires et des relations aux collectivités ; de l'Institut pour la ville en mouvement-VEDECOM ; de l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand ; de l'École d'urbanisme de Paris et de la revue "Urbanisme".

✓ www.urbanisme-puca.gouv.fr

État des lieux de la reconversion des sites pollués et perspectives

> 23 janvier, à Paris

Ce colloque, organisé par l'AFITE (Association française des ingénieurs et techniciens de l'environnement) avec le soutien de l'Ademe, a pour objet de dresser un état des lieux de la reconversion des sites pollués et de présenter ses perspectives d'évolution. Le cadre est celui du réaménagement et de la construction sur d'anciens terrains pollués, généralement d'anciens sites industriels encadrés par la législation et la réglementation des installations classées. À l'intérieur de ce cadre, le colloque explorera des sujets comme les outils mobilisables et les freins persistants ; les évolutions en cours et à venir du dispositif en place ; les acteurs de ce secteur d'activité. Il fera un premier bilan 5 ans après la parution de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 et de l'appropriation de cette dernière par les acteurs économiques.

✓ AFITE, 3 rue Alfred Roll, 75017 Paris
www.afite.org

Assises européennes de la transition énergétique

> 28 au 30 janvier, à Bordeaux

Cette 21^e édition des Assises européennes de la transition énergétique sera l'occasion pour les organisateurs, les partenaires et les participants de réaffirmer les grands axes pour tendre vers une transition énergétique qui soit portée par l'ensemble des maillons de la société civile et des décideurs politiques. Pour ce faire, le programme des 3 jours sera articulé autour de plusieurs temps forts : des sessions

de plénières pour prendre le pouls des grands enjeux liés à la transition énergétique (énergies renouvelables, mobilité, engagement citoyen...); des ateliers de partages, de co-construction et des challenges (innovation, nouvelles formes de mobilité, innovations sociales...); un carrefour des métiers de la transition énergétique pour inviter le grand public à faire le point sur les nombreuses opportunités professionnelles qu'offre la filière par le biais de conférences, démonstrations, ateliers et job forum. Et enfin, un programme off pour sensibiliser le grand public aux enjeux majeurs de la transition énergétique à travers de nombreuses animations ludiques et pédagogiques proposées sur tout le territoire de la Métropole bordelaise.

✓ www.assises-energie.net

21^e Colloque annuel du Syndicat des énergies renouvelables

> 6 février, à Paris

Depuis sa première édition en 1999, le colloque annuel du Syndicat des énergies renouvelables s'empare d'un sujet stratégique pour l'avenir de l'ensemble du secteur des énergies renouvelables et le met en débat (programme prochainement disponible). Cet événement réunit à sa tribune des personnalités politiques et les principaux décideurs du monde économique et industriel impliqués dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. Depuis 2003, le Trophée des énergies renouvelables récompense une personnalité, une entreprise, un organisme ou une collectivité qui œuvre pour le développement des énergies renouvelables.

✓ www.colloque-ser.fr

FORMATIONS

Institut Paris Région

> 26 novembre, à Paris

Revitaliser les centres-ville et centres-bourg d'Île-de-France

> 5 décembre, à Paris

Améliorer l'intermodalité dans les quartiers de gare d'Île-de-France

✓ IAU Île-de-France ? Formations,

15 rue de Falguière, 75015 Paris

Tél. : 01 77 49 77 49

formations@iau-idf.fr
www.iau-idf.fr

École nationale des ponts et chaussées

> 27 novembre, à Paris

Territoire, urbanisme et aménagement – Développement territorial – Mettre en place la gouvernance et le management de projet territorial

> 27 au 29 novembre, à Paris

Mobilité, réseaux et systèmes de transports, infrastructures – Déplacements, mobilité, transports – Politique de transport et intermodalité – Identifier les évolutions de la société impactant la mobilité

> 2 décembre, à Paris

Territoire, urbanisme et aménagement – Maîtrise foncière – Élaborer la stratégie foncière d'une opération d'aménagement

> 2 décembre, à Paris

Mobilité, réseaux et systèmes de transport, infrastructures – Aménagement de la voirie urbaine : méthodes et outils pour une approche globale

> 2 décembre, à Paris

Mobilité, réseaux et systèmes de transports, infrastructures – Déplacements, mobilité, transports – Déplacements et urbanisme – Mettre en cohérence urbanisation et déplacements : les conditions de la réussite

> 2 décembre, à Paris

Mobilité, réseaux et systèmes de transports, infrastructures – Exploitation, trafic, sécurité routière, ITS – Gestion de trafic et exploitation de la route : recueil de données, diagnostic et méthodes d'exploitation – Outils et techniques de base

> 9 décembre, à Paris

Bâtiments, construction durable et immobilier – Performance énergétique des bâtiments

Aix-Marseille réinvestit ses 119 centres-villes

Au départ, il y a une incohérence. Début 2018, Thomas Morinière, chargé de mission « mobilisation du foncier » à la direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône (DDTM13), constate que parmi les 92 communes de la métropole Aix-Marseille Provence, quelques-unes auraient pu bénéficier du dispositif Action cœur de ville. Sauf qu'elles se situent dans le périmètre métropolitain, ce qui constitue un critère excluant... « Certaines sont pourtant en déclin démographique, c'est le signal d'un problème de qualité de vie, estime-t-il. Or, redonner envie de vivre dans ces villes pourrait être un moyen de contre-carrer l'étalement urbain. » Fort de ce constat, il part à la rencontre de ses homologues à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, au département, à la métropole et à l'établissement public foncier régional, afin de leur proposer de cofinancer une étude pour « réinvestir les centres urbains ».

Des stratégies à définir. Un an et demi plus tard, la démarche - pilotée par la métropole - a été formalisée et baptisée « Envie de ville ». Grâce au diagnostic territorial réalisé par l'agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam) et à celle du pays d'Aix (Aupa), les cinq partenaires disposent d'éléments pour bâtir leur action. De ce travail, il ressort que certaines communes ont un seul centre, au potentiel de clientèle faible, tandis que d'autres en comptent plusieurs. « Pour chaque bassin de proximité, une armature apparaît : il y a toujours au moins un centre structurant, qui offre des services et des fonctions. En revanche, toutes n'ont pas ce que nous avons appelé "un centre rayonnant", doté notamment d'équipements d'intérêt métropolitain », explique Peggy Rousselot, cheffe du pôle habitat à l'Agam.

Un cahier de synthèse des typologies de fonctionnement des 119 centres identifiés est en cours de validation. Il s'agit maintenant de définir une stratégie partenariale à la hauteur des enjeux des différentes communes : par exemple, mettre l'accent sur la qualité urbaine pour attirer emplois et nouveaux commerces, ou renforcer la centralité de pôles de proximité pour accélérer la revitalisation. Ce sera aux nouveaux élus métropolitains, au lendemain des élections de mars prochain, d'arrêter le dispositif d'intervention. « La valeur ajoutée d'Action cœur de ville est la capacité à faire travailler tout le monde ensemble. Nous avons adopté la même démarche. Par exemple, grâce au travail de diagnostic, nous saurons amener la Banque des territoires au bon endroit. L'enjeu est de sortir de la logique de saupoudrage des aides », estime un proche du dossier. ● Christiane Wanaverbecq



Visite de terrain en juillet dernier à Rive-de-Gier (Loire), l'une des sept premières communes étudiées dans le cadre du programme Popsu Territoires.

Des chercheurs au chevet des communes en difficulté

Explorer le territoire, s'y installer en résidence, faire du porte-à-porte pour rencontrer ses acteurs, cerner ses atouts, identifier les blocages, débattre avec la population... Depuis 2018, le programme « Territoires », lancé par le Plan urbanisme construction architecture (Puca) dans le cadre de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu), permet à des chercheurs d'aller mener l'enquête dans des communes petites ou moyennes (moins de 20 000 habitants) pour en étudier à chaque fois une particularité : le dynamisme économique, l'accompagnement du vieillissement des habitants, la réanimation du centre-ville muséifié...

« Pour répondre à notre appel d'offres, des chercheurs en architecture, urbanisme ou encore sciences politiques définissent les sujets et les sites, en partenariat avec les collectivités locales. Ces travaux permettent de poser des questions très concrètes : pourquoi l'arrivée d'une activité industrielle bouleverse-t-elle un territoire ? Pourquoi la boulangerie a-t-elle fermé ? » précise Jean-Baptiste Marie, qui dirige Popsu. Après que sept communes et leurs évolutions ont été observées à la loupe au cours des derniers mois,

une seconde saison a été lancée. Fin septembre, 13 nouveaux projets de recherche ont été choisis. Chacun sera financé par une enveloppe de 30 000 euros.

Eclairer les élus. L'initiative, qui entre dans le cadre des actions engagées par le gouvernement en faveur de telles communes, est utile d'abord pour les villes elles-mêmes. « Ces collectivités, par manque d'ingénierie, n'ont souvent pas les moyens d'aller si loin. Popsu Territoires permet de produire une connaissance scientifique poussée, analyse Jean-Baptiste Marie. Ces recherches ne vont pas directement déclencher des projets mais elles peuvent influencer la vision des élus, éclairer leur action. »

Par ailleurs, ces cas concrets ont valeur d'exemple, et la somme des connaissances accumulées au cours des enquêtes peut être utile à nombre d'autres collectivités. Dans cet objectif, Popsu Territoires fera l'objet d'un forum national le 17 décembre prochain à la Cité de l'architecture et du patrimoine, à Paris. Ce rendez-vous permettra de tirer les enseignements des enquêtes menées dans les sept villes de la première édition du programme.

● Marie-Douce Albert

 Toutes les villes retenues sur www.lemoniteur.fr/urbanisme/ →



Josselin Tallec, deuxième à droite, a présenté les contours de l'étude sur les rapports entre science et industrie aux acteurs associés, dont le Pays de Morlaix et la Station biologique.

Roscoff, ville de recherche scientifique, a été choisi comme terrain d'une étude entre science et industrie. Un projet subventionné à hauteur de 30 000 €.

La recherche scientifique fait partie de l'ADN roscovite : un gène généralement peu développé dans les petites villes. Cette spécificité a incité Josselin Tallec, maître de conférences à l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine de Grenoble, à choisir Roscoff comme terrain d'une étude intitulée « Entre science et industrie, une petite ville à la croisée de réseaux mondialisés et de nouveaux sentiers de développement ».

Des relations science- activités économiques à étudier

Le projet, seul lauréat breton de cette seconde session du programme national POPSU territoires, porté par le Puca, bénéficiera d'une subvention de 30 000 €. « Il s'agit d'une recherche-action ; son objet est d'étudier les relations entre science et activités économiques et de dégager des axes de développement possibles pour le territoire », a expliqué, jeudi 21 novembre, Aurore Meyfroidt, secrétaire scientifique du POPSU, aux partenaires locaux associés au projet.

Une démarche collaborative

Nicolas Floch, président du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Pays de Morlaix et Catherine Boyen, directrice de la Station biologique de Roscoff, ont immédiatement validé leur participation à la démarche collaborative proposée : « elle renforcera notre action autour du projet Blue Valley Park, qui vise à développer la bioéconomie bleue ». Pendant un an, Josselin Tallec, à la tête d'une équipe de cinq chercheurs mènera des enquêtes de terrain. « La question centrale est de savoir si une petite ville peut envisager son développement par la valorisation de la science, et si oui comment ? Des séminaires seront organisés pour que les acteurs impliqués dans le projet technopolitain, et, le cas échéant les habitants partagent leurs idées. Au terme de l'étude, ces résultats pourront être mobilisés afin de définir le projet de territoire et envisager des dispositifs d'aménagement ».

Retrouvez plus d'articles

Sciences Roscoff étude

Rencontre “santé et territoires” le 20 décembre

 magcentre.fr/186982-rencontre-sante-et-territoires-le-20-decembre/

Dans la continuité du séminaire du 1er juillet dernier qui a permis de lancer le programme “*POPSU Métropoles*” une rencontre Santé et territoires est organisée le 20 décembre, à l’hôtel Dupanloup,. Cette rencontre est organisée par Orléans Métropole et l’université d’Orléans dans le cadre du POPSU qui associe élus, chercheurs et techniciens. Par le biais d’un groupe de travail santé du conseil de développement, Orléans Métropole a souhaité axer sa réflexion autour de la problématique de la santé. et a souhaité axer sa réflexion autour de la problématique de la santé. Cette journée permettra de poursuivre la réflexion autour de 3 axes principaux : résilience et santé, les périmètres de la santé dans l’Orléanais, et la gouvernance de la santé.

La journée débutera par un d’étape du programme par Matthieu Schlésinger, 1er vice-président d’Orléans Métropole délégué à l’aménagement durable du territoire, la planification urbaine, la stratégie foncière, porteur politique de « *POPSU Orléans Métropole* » et Pierre Allorant professeur des universités à l’Université d’Orléans, doyen de l’UFR Droit Économie Gestion, responsable scientifique de « *POPSU Orléans Métropole* »

Inscriptions (avant le lundi 16 décembre)

Contacts : Sylvain ns le cadre du groupe de travail santé du conseil de développement, Orléans Métropole : sylvain.dournal@univ-orleans.fr ou Amaury Bodhuin : amaury.bodhuin@orleans-metropole.fr



CITATION DES PROGRAMMES DE LA PLATEFORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATEGIES URBAINES DANS DES RAPPORTS

2018/2019



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

MINISTÈRE
DE LA CULTURE

PUCA

plan
urbanisme
construction
architecture

Assemblée Nationale

Rapport d'information sur la préparation d'une nouvelle étape de la décentralisation en faveur du développement des territoires

Présenté par les députés **M. Arnaud Viala**, Vice-Président de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation, **M. Jean-François Cesarini**, membre de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation et **M. Guillaume Vuilletet**, membre de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Le 31 mai 2018



N° 1015

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUINZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 31 mai 2018.

RAPPORT D'INFORMATION

DÉPOSÉ

en application de l'article 145 du Règlement

PAR LA MISSION D'INFORMATION COMMUNE

*sur la préparation d'une nouvelle étape de la décentralisation
en faveur du développement des territoires ⁽¹⁾*

ET PRÉSENTÉ PAR

M. ARNAUD VIALA,
Président,

ET

MM. JEAN-FRANÇOIS CESARINI ET GUILLAUME VUILLETET,
Rapporteurs,

Députés.

(1) La composition de cette mission figure au verso de la présente page.

Les espaces « en frange » des métropoles ont également été identifiés comme un sujet d'étude par les Ateliers des territoires : dans ce cadre piloté par les services déconcentrés de l'État, sur appel à projets, 25 territoires ont pu travailler en mode « projet » pour repenser et réaménager un territoire, au cours des 10 dernières années. Le projet annuel de performances pour 2018 prévoit d'ailleurs que, dans ce cadre, un travail spécifique soit conduit sur les villes patrimoniales petites et moyennes. Ce thème sera également analysé en 2018 par la plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU). Le ministre de la cohésion des territoires a d'ailleurs annoncé un effort particulier à destination ces espaces. Les contrats de plan 2015-2020 doivent intégrer notamment comme objectifs, d'une part, « un renforcement des liens entre les territoires urbains et ruraux » et, d'autre part, « une revitalisation des centres-bourgs, située au carrefour des problématiques des villes petites et moyennes, des territoires ruraux et périurbains et des services publics ».

Dans les politiques publiques existantes, la place des espaces intermédiaires ne fait pas l'objet d'une action dédiée mais se retrouve de façon transversale dans les initiatives des différents acteurs de la cohésion et du développement territorial. Par exemple, on peut noter que l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) a développé une vigilance particulière sur les villes petites et moyennes. Sur un plan financier, les dispositifs de péréquation verticale et horizontale existent également, mais sans que les documents budgétaires permettent d'en retracer les modalités de mise en œuvre. Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est un outil privilégié de redistribution, mais il reste tributaire des arbitrages et des situations locales, d'autant que les lois de 2014 et 2015 ont laissé une grande liberté aux collectivités dans la mise en œuvre de ces dispositifs comme dans la répartition des compétences.

Mais la volonté de permettre aux collectivités d'organiser de façon concertée leurs compétences ne s'inscrit encore que dans la vision de la première décentralisation initiée par François Mitterrand, celle de se déconcentrer à partir de Paris. Alors qu'aujourd'hui, l'enjeu est de décentraliser à partir des métropoles régionales.

C. UN PHÉNOMÈNE DE MÉTROPOLISATION CONTRASTÉ

1. les grandes métropoles « captent » la croissance

La croissance s'est concentrée sur les grandes agglomérations et le développement économique s'y polarise, la métropolisation s'accélère du fait de la concentration des emplois et des capitaux dans les grandes villes. Les métropoles doivent être aussi différenciées entre la dizaine de grandes métropoles bien connues et les métropoles plus petites, récemment créées. Celles-ci peuvent avoir des problématiques plus communes avec les villes moyennes qu'avec les grandes métropoles. Dijon, Toulon ou Metz sont certes des métropoles, mais qui ont plus à voir avec des villes comme Troyes, Avignon ou Mulhouse qu'avec Lille ou Toulouse.

D'après M. Daniel Dorchies, Président du cabinet Arthur Loyd, en France, les métropoles concentrent 40 % de la population, 46 % des emplois, 51 % du PIB et 55 % de la masse salariale. En 2017, les grandes et très grandes



*Mission de préfiguration de l'agence nationale de la
cohésion des territoires*

France territoires
Un engagement au service des
dynamiques territoriales

Par **M. Serge Morvan**, Commissaire général à l'égalité des territoires en charge de
la mission de préfiguration de l'agence nationale de la cohésion des territoires

Juin 2018



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FRANCE TERRITOIRES

UN ENGAGEMENT AU SERVICE
DES DYNAMIQUES TERRITORIALES

SERGE MORVAN

MISSION DE PRÉFIGURATION
DE L'AGENCE NATIONALE
DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

JUIN 2018

Annexe n°11

Opérateurs intervenant dans le domaine de la production d'études territoriales

PUCA/POPSU (Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines)

Pour mémoire, POPSU est une Plateforme adossée au GIP AIGP (Groupement d'intérêt Public Atelier International du Grand Paris)

POPSU vise à rendre accessibles les connaissances et les problématiques développées par les milieux de la recherche sur la fabrique de la ville. Depuis sa création en 2003, trois programmes favorisant les approches comparatives et les échanges entre les acteurs, ont été lancés :

POPSU 1 : Analyse de projets et de stratégies urbaines dans sept agglomérations françaises

POPSU 2 : Approfondissement des thématiques communes à 10 agglomérations françaises hors Île-de-France en s'appuyant sur des monographies locales et des travaux comparatifs

POPSU Europe : échange entre les milieux de la recherche et les acteurs des villes européennes sur des projets d'aménagement urbains.

Nombre d'ETP : 10 environ ; Financement CGET par crédits d'études en 2018 à hauteur de 100 000€

MOT (La Mission Opérationnelle Transfrontalière)

La MOT a un statut associatif ; sa présidence est désormais assurée par Robert Herrmann. Le rôle de la MOT est d'assister les porteurs de projets, de veiller aux intérêts des territoires transfrontaliers et de mettre en réseau les acteurs et les expériences. Elle assure l'interface entre les différentes parties prenantes pour trouver les solutions transfrontalières aux bons niveaux.

Outre le CGET, la Caisse des Dépôts, les Ministères de l'Europe et des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Outre-Mer par lesquels elle est soutenue ; elle regroupe les acteurs des territoires frontaliers (EPCI transfrontaliers, agences d'urbanisme, CCI, etc.).

Nombre d'ETP : 8 ; Subvention CGET à destination de LA MOT en 2017 : 250 000€

AVITEM (Agence des villes et territoires méditerranéens durables)

L'AVITEM est un GIP dont le CGET est membre fondateur.

Conçue pour «mettre en place un dispositif d'échange d'expériences, d'expertise, de formation et de coopération permettant de promouvoir des démarches intégrées et exemplaires de développement urbain et territorial entre les acteurs français et les pays de l'Union de la Méditerranée », elle a été fragilisée par des déboires politiques. La structure n'a pas trouvé sa place. Le budget prévisionnel s'élève à 975 000€, dont 100 000€ de subvention du CGET (pas encore confirmés pour 2018). Une note d'évolution a été soumise au cabinet et bien accueillie. Il pourrait être envisagée de réinternaliser ce travail, ou de le faire entrer dans le giron de l'Agence.

IHEDATE (L'Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe)

Favoriser une montée en puissance sur l'offre de formation aux territoires

Association, l'IHEDATE propose un cycle annuel de formation pour des professionnels de haut niveau investis dans des politiques ou des activités économiques liées au développement territorial.

La formation IHEDATE vise à ouvrir les débats et les controverses portés par les acteurs et les experts de l'aménagement et du développement territorial. Elle donne une large place aux producteurs de territoire dans leur diversité, faisant ainsi des auditeurs les acteurs à part entière de leur formation. L'IHEDATE privilégie en outre une approche comparative à l'échelle européenne.

Nombre d'ETP : 3 ; Subvention CGET à destination de l'IHEDATE en 2017 : 80 000€



Assemblée des communautés de France

Quel rôle pour l'enseignement supérieur dans le programme « action cœur de ville » ?

Piloté par **M. Erwan Le Bot**, conseiller numérique, ville durable, enseignement supérieur, Assemblée des communautés de France

Juillet 2019



QUEL RÔLE POUR L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR DANS LE PROGRAMME
« ACTION CŒUR DE VILLE » ?



En partenariat avec

Avec le soutien de



AXE DE RATTACHEMENT	FOURNIR L'ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS, AUX SERVICES PUBLICS, À L'OFFRE CULTURELLE ET DE LOISIRS
Projet	École des Beaux-Arts
Maîtrise d'ouvrage	CARENE
Budget	4,8 millions d'euros HT
Financeurs	CARENE, département de la Loire-Atlantique, la région Pays de la Loire, le FEDER, la DRAC. Possibilité de mobiliser l'État (DSIL)
Planning	2020
Inclus dans « Action cœur de ville »	Oui

B.6. PROJETS COMPLÉMENTAIRES

B.6.1. Un réseau d'acteurs de l'ESR

La place de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les opérations ACV ne peut pas uniquement être pensée à travers les cinq axes proposés par les services de l'État. L'ensemble des propositions suggérées ci-dessus ne fonctionnera qu'avec la présence d'un écosystème local dans lequel l'ensemble des acteurs du territoire, que ce soit les collectivités, les acteurs de l'ESR ou les entreprises locales, travailleront collectivement.

Besançon, important pôle de l'enseignement supérieur et de la recherche de la région Bourgogne-Franche-Comté, accueille près de 27 000 étudiants, 700 enseignants-chercheurs, des organismes et instituts de recherche nationaux, et des établissements de santé.

Ainsi, le Grand Besançon a créé un réseau des acteurs de l'ESRI, baptisé « Grand Besançon Synergie Campus », alliant des collectivités territoriales, des établissements d'enseignement supérieur et des acteurs économiques du Grand Besançon. Ce réseau regroupe l'université de Franche-Comté, l'École nationale supérieure de mécanique et des microtechniques, la région Bourgogne-Franche-Comté, l'agglomération du Grand Besançon, la ville de Besançon, la CCI du Doubs, le Pôle de compétitivité des microtechniques, le CHU, l'Établissement français du sang et le CROUS. Il associe également la Communauté du savoir (coopération franco-suisse), le conservatoire à rayonnement régional du Grand Besançon, l'Institut supérieur des Beaux-Arts, le Pôle de compétitivité des microtechniques et la communauté d'universités et d'établissements (COMUE) « Université de Bourgogne-Franche-Comté ».

En matière de gouvernance, le comité de pilotage se compose de l'ensemble des membres du réseau et détermine un programme de travail annuel. Quant au comité technique, il est organisé en groupes de travail portant sur des thématiques et des actions du programme annuel.

Au nombre de ses objectifs, Grand Besançon Synergie Campus compte l'accroissement de la visibilité de l'ESR bisontin au niveau national et international, l'efficacité des politiques locales par la concentration des moyens financiers, ainsi que des compétences de chacun, des actions en communes pour dynamiser le territoire, l'affirmation de l'ESR comme moteur d'innovation territoriale et le renforcement des liens entre formation, recherche et entreprise.

B.6.2. Mieux saisir les enjeux des villes ACV grâce à l'ESR

L'implication des acteurs de l'ESR dans le programme ACV permet aussi de mieux saisir les enjeux inhérents aux territoires et de définir des stratégies urbaines. C'est notamment l'ambition de la plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU), programme d'action-recherche national visant à associer une expertise opérationnelle et des savoirs scientifiques.

Lancé en juin 2018, le programme « POPSU Territoires » s'intéresse aux villes moyennes et aux territoires peu denses. Inscrite dans la dynamique ACV, la démarche cherche à nourrir les réflexions autour des modèles de développement socio-économique des petites villes dans un contexte de déprise démographique et/ou commerciale. Piloté par le Plan urbanisme construction architecture (PUCA), en collaboration avec le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN), les ministères de la Transition écologique et solidaire et de la Cohésion des territoires, le ministère de la Culture, le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et la Cité de l'architecture et du patrimoine, le programme « POPSU Territoires » concentre son attention sur des études de cas de petites villes disposant de peu ou pas d'ingénieries urbaines.

Sur les six villes concernées par le programme, trois d'entre elles prennent part aux opérations ACV, à savoir Briançon, Château-Thierry et Vitré. À titre d'exemple, le projet porté par la mairie de Briançon et l'ENSA de Marseille s'intéresse à la reconversion des ressources foncières de la ville, héritées de son passé militaire, en proposant de les réintégrer dans les stratégies locales. Il s'agit de lutter contre la déprise démographique et l'étalement urbain.

« POPSU Territoires » a pour mission de renforcer les liens entre les acteurs de la fabrique du territoire et les chercheurs en coconstruisant les études de cas. Il vise aussi à diffuser les résultats des travaux auprès des acteurs scientifiques, professionnels, institutionnels ou politiques, à travers des articles scientifiques, des ouvrages thématiques, des séminaires et des colloques.

Ainsi, le programme POPSU prend appui sur l'enseignement supérieur et la recherche pour questionner les politiques d'aménagement du territoire, alimenter les stratégies urbaines et renouveler les outils d'intervention des villes moyennes.

B.6.3. Penser la localisation des PESP

La localisation des PESP est essentielle pour penser la revitalisation des villes moyennes. La présence des étudiants en cours et hors des cours peut dynamiser un quartier. Par conséquent, les collectivités et les acteurs de l'ESR doivent, ensemble, réfléchir aux projets d'aujourd'hui et de demain portés par les acteurs de l'enseignement supérieur. Il faut bien prendre en compte, avec l'accord de l'ESR, les avantages qu'il y a pour une ville à installer en centre-ville les bâtiments destinés à accueillir des étudiants et du personnel enseignant.

Au vu des éléments précédemment énoncés, il ressort que les PESP présentent de nombreux atouts pour redynamiser les villes moyennes. Encore souvent considéré secondairement par certaines collectivités territoriales, l'enseignement supérieur est pourtant un moyen de stimuler l'emploi et l'économie locale, de rénover l'habitat dégradé, de mettre en valeur le patrimoine local ou de développer l'offre culturelle et de loisirs.

B.6.4. Animer la présence étudiante

La présence de l'ESR sur un territoire, et par conséquence d'étudiants, peut ne pas être suffisante pour créer une dynamique de revitalisation du centre-ville. Il est nécessaire d'encourager l'animation de la vie étudiante, tout en impliquant les étudiants dans la vie locale.

L'AFEV a mis en place des plateformes de l'engagement citoyen, afin que l'engagement solidaire des étudiants puisse être un levier de rapprochement entre universités et territoire. Composée de bénévoles et de salariés de l'AFEV, la plateforme fait le lien entre acteurs de l'université et du territoire, suit les actions menées dans les quartiers populaires et contribue à la vie étudiante. Elle joue donc un rôle important dans l'animation de la présence étudiante.

À Valence, une Maison de l'étudiant (MDE) permettant aux étudiants d'accéder aux associations et aux services interuniversitaires a été mise en place en 2014. Née d'un partenariat entre les universités et les collectivités, la MDE est gérée par le groupement d'intérêt public



Conseil économique, social et environnemental

Les Métropoles : apports et limites pour les territoires

Avis du Conseil économique, social et environnemental sur le rapport
présenté par **M. Yann Lasnier**, Secrétaire général de la fédération Léo
Lagrange et **Mme Dominique Riquier-Sauvage**, Architecte

Au nom de la Section de l'aménagement durable des territoires.
Question dont le Conseil économique, social et environnemental a été
saisi par décision de son bureau en date du 22 janvier 2019.

Publié en novembre 2019



Les métropoles : apports et limites pour les territoires

Yann Lasnier et Dominique Riquier-Sauvage

L'avis déjà cité de 2003 du CESE retient la définition suivante : une métropole reflète « *une étape de la croissance urbaine marquée par des effets de seuils quantitatifs et qualitatifs. C'est une grande ville qui s'étale de plus en plus, qui concentre populations et emplois, qui rassemble des activités diversifiées et nombre de fonctions tertiaires supérieures, qui rayonne de plus en plus en réseau avec les autres grandes villes* »³⁵.

Plusieurs universitaires entendus pour préparer ce rapport ont souligné la complexité de la notion, sa polysémie et **la diversité de situations qu'elle recouvre** selon qu'il est question du **fait métropolitain** ou de **métropoles au sens institutionnel du terme**, apparu en France avec la loi du 16 décembre 2010. Elles et ils invitent alors à s'appuyer sur le concept de **métropolisation**, dont la plus grande unicité est soulignée, pour dégager les principales caractéristiques des métropoles.

La métropolisation peut être définie comme un processus de polarisation de l'organisation des territoires par les villes et en particulier par les plus grandes d'entre elles. Le concept est en général associé à la mondialisation de l'économie et des échanges, à l'importance de l'innovation, de l'économie de la connaissance, des services aux entreprises et de la sphère financière. La métropolisation suppose et contribue à favoriser **l'accessibilité et l'attractivité des villes** autour desquelles s'opère cette polarisation ainsi que leur **capacité à développer, à de multiples échelles, des réseaux de relations entre territoires.**

Alain Bourdin, coordinateur du programme interuniversitaire " Plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines POPSU 2 " distingue, parmi les nombreuses villes concernées par la mondialisation, celles qui en connaissent les effets en n'ayant *quasi* aucune maîtrise des phénomènes qui la produisent, de celles qui peuvent peser sur ces évolutions, voire contribuer à les initier : "**une ville qui ne maîtrise en rien les processus de métropolisation, même si elle en bénéficie, n'est pas une métropole. Parmi les autres, il y a inévitablement des degrés**"³⁶.

Il propose les critères suivants parmi ceux pouvant concourir à différencier une métropole d'une ville qui ne l'est pas pleinement : présence au sein ou à proximité de la ville concernée d'une ou plusieurs universités relevant de classements internationaux d'excellence, d'établissements de recherche-développement de multinationales, existence d'infrastructures de transport de premier plan (port et/ou gares et aéroport figurant dans les classements internationaux), d'une bourse et d'établissements financiers, d'un palais des congrès en capacité d'accueillir des événements internationaux, d'un opéra ou musée d'art contemporain, de magasins de grand luxe, de multiples tiers-lieux, de services hospitaliers de pointe et/ou de cabinets d'avocats spécialisés en droit des affaires international, etc³⁷.

Il ne s'agit toutefois pas de critères juridiques : une grande ville peut être une métropole au sens institutionnel du terme sans y satisfaire nécessairement.

L'universitaire américain Richard Florida met pour sa part en avant la capacité des métropoles à attirer, par des températures clémentes et la présence d'aménités culturelles et urbaines (les "3 T" : technologie, talent et tolérance), un nombre

Une métropole doit donc être, entre autres, le siège de centre universitaire ou de recherche, une terre d'innovation.

Des métropoles ont fait le choix de concourir au développement de certaines activités et filières historiquement implantées sur leur territoire. Il est donc très difficile de tirer des généralités en la matière sur les vingt-deux métropoles existantes.

Comme le soulignait Olivier Bouba-Olga, professeur des Universités en Aménagement de l'espace et Urbanisme à la Faculté de sciences économiques de l'Université de Poitiers, certains territoires, certaines métropoles, « marchent » et d'autres pas. Pour identifier les problématiques d'un territoire, il convient d'étudier ses aspects socio-économiques. Certaines métropoles, certains territoires peuvent partager les mêmes problématiques sans pour autant avoir les mêmes déterminants. Il note cependant un facteur commun qui est le recrutement effectué par les entreprises, lié notamment à des considérations de formation professionnelle. Identifier les raisons d'un manque de dynamisme économique est complexe. Plusieurs hypothèses peuvent être cependant envisagées. Il peut ne pas ou ne plus, avoir de formation sur place, ou elle peut exister sans intéresser les jeunes faute parfois d'une représentation positive des métiers tels que ceux de l'industrie.

Le CESE, dans l'avis et rapport *Aménagement du territoire, enseignement supérieur et recherche : entre proximité et excellence*, présenté par Jean-Pierre Duport, rappelle que "notre système d'enseignement supérieur tente de concilier, d'une part, un système de recherche fondé sur l'excellence, qui cherche avant tout à atteindre une reconnaissance internationale au risque d'une concentration que certains pourraient estimer excessive, d'autre part un système de formation enclin à s'implanter de façon fine sur le territoire pour répondre à la demande sociale au risque parfois d'un émiettement inefficace⁸⁴".

Le rapport note que "la France compte un très grand nombre de Sections de techniciens supérieurs (STS), et de Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), implantées dans les lycées, d'Instituts universitaires de technologie (IUT), ainsi que d'écoles d'ingénieurs d'universités et d'universités technologiques qui assurent une présence importante de structures d'enseignement supérieur dans les territoires. Une partie importante de ces structures d'enseignement supérieur est implantée dans les grandes agglomérations mais nombre d'entre elles sont installées dans des villes moyennes".

Selon Pierre Veltz, créer des universités de très grande taille n'est pas nécessaire pour la recherche : "la taille moyenne des grandes universités de recherche internationale qui comptent dans le monde tourne plutôt autour de 30 000 étudiantes ou étudiants, voire moins. Berkeley en compte 35 000, l'ordre de grandeur est le même à Stanford, et Caltech 10 000. **Même dans la science avancée, le big is beautiful a des limites**"⁸⁵. À titre de comparaison, l'université Paris I Panthéon-Sorbonne compte 42 000 étudiantes et étudiants.

Comme l'indiquait Alain Bourdin, sociologue et urbaniste, professeur des Universités à l'école d'urbanisme de Paris-Université Paris Est Marne la Vallée, membre du Conseil stratégique de la Plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU), le dynamisme d'une métropole s'observe dans sa capacité à attirer des talents sur son territoire.